



L'été
en mode
sport-chic

L'esprit du luxe, le luxe avec esprit

Rémi Godeau
@remigodeau

Antisémitisme, tout court

Un fait divers. Et une avalanche de mots. Trop de mots.

Le viol en réunion d'une adolescente de 12 ans, à Courbevoie, sur fond d'antisémitisme, a déclenché un déferlement d'indignations au sein de la classe politique. Réactions réelles ou factices ? La campagne bat son plein. Les imposteurs sont de sortie. Les uns, pour effacer la violence des discours,

les ambiguïtés passées. Les autres, pour mieux instrumentaliser les dérapages. Comme si la lutte contre l'antisémitisme n'était plus un combat partagé mais - abomination - un débat (pire : une négociation), un outil.

Il est temps d'arrêter la supercherie des rhétoriques de la haine : l'antisémitisme est de ces mots qui ne tolèrent ni adjectif, ni complément.

Parce que le qualificatif abîme sa substance. Parce que l'attribut ne sert qu'à l'amoindrir au nom des présupposés idéologiques nauséabonds. L'antisémitisme n'est ainsi ni « d'atmosphère », ni « résiduel ». Au premier trimestre, en France, les faits antisémites recensés ont bondi de 300%.

Les règles budgétaires européennes font leur grand retour. Un rappel qui ouvre la voie à toutes les instrumentalisations alors que les élections législatives sont l'occasion de multiplier les dépenses

Déficit : Bruxelles avertit les démagogos

Retour sur terre

La Commission européenne a indiqué son intention d'ouvrir une procédure de déficit excessif contre la France et six autres pays. Un gouvernement qui ne ferait aucun effort pour respecter les nouvelles règles s'exposerait à 1,4 milliard d'euros de sanction tous les six mois.

Jade Grandin de l'Eprevier (à Bruxelles)

DANS UNE CAMPAGNE accélérée hors-sol, où les chiffres des programmes sont flous, absents, changeants ou hautement optimistes, Bruxelles incarne une corde de rappel salutaire, avec celle des marchés financiers. Mercredi, la Commission européenne a indiqué son intention d'ouvrir une procédure de déficit excessif contre la France (ainsi que la Belgique, l'Italie, la Hongrie, Malte, la Pologne et la Slovaquie). Avec 5,5% de déficit en 2023, héritage du plan de relance post-Covid et de la crise éner-

gétique, Paris n'avait aucune chance d'y échapper. En début d'année, les 27 Etats-membres se sont mis d'accord sur un retour à des règles budgétaires plus flexibles qu'auparavant.

« C'est un premier pas vers une décision qui indique qu'il y a des limites, établies par les règles européennes, a indiqué le commissaire à l'économie Paolo Gentiloni. Il ne faut absolument pas dramatiser ça, mais il y a des limites claires. Nous allons discuter avec les autorités françaises de la ma-



nière d'appliquer cela dans les années qui viennent ».

Leçons. « C'est le pire timing possible, s'amuse Ludovic Subran, chef économiste d'Allianz. Au milieu d'élections, de la composition de la Commission européenne, de taux d'intérêt record, et de la BCE qui essaye de raccrocher les wagons avec son nouvel instrument contre le risque de fragmentation de la zone

euro. C'est formidable ! », ironise-t-il en parlant de « Bureaucratie Frankenstein ».

Si Bruxelles a opté pour un ton sobrement technocratique mercredi, l'instrumentalisation politique, elle, fonctionne à plein régime. Notamment au Nouveau Front populaire (NFP). « Sans surprise, la Commission européenne sort son bâton pour demander toujours plus de casse sociale, a dénoncé Manon Aubry, tête de liste LFI aux européennes, sur le réseau

social X. Voici le bilan économique catastrophique de Macron et Le Maire : ils ont vidé les caisses pour faire des cadeaux aux plus riches et multinationales... Ils n'ont aucune leçon d'économie à nous donner ! Conformément au programme du NFP, nous refuserons de nous soumettre à ces règles austéritaires sans fondement économique ni démocratique ». Leur programme, financé par une

Page 2

A Eurosatory, Israël absent remporte la partie

Défense

QUEL PATAQUÈS ! Eurosatory2024, le salon mondial de l'armement terrestre, qui se tient cette semaine à Villepinte (93), aura été marqué par l'exclusion des entreprises israéliennes. Une décision finalement annulée par deux décisions de justice, mais trop tard pour permettre leurs présences. L'affaire se soldera par des millions de dommages et intérêts que l'organisateur Coges Events devra rembourser, avant, sans doute, de se retourner contre l'Etat.

Tout commence le 31 mai, quand l'organisateur annonce que les Israéliens ne sont plus les bienvenus, à la demande des autorités françaises. Evoquant la situation à Gaza, le minis-

tère des Armées explique alors que « les conditions ne sont plus réunies pour recevoir les entreprises israéliennes sur le salon français ». Des motifs d'ordre public, par crainte de

manifestations anti-israéliennes, sont également évoqués. Israël devait avoir un très grand stand, d'environ 2 500 m² et 74 entreprises de l'Etat hébreu étaient attendues. Saisi par des organisations antisionistes, le tribunal de Bobigny est allé encore plus loin, le 14 mai, en interdisant la présence physique de représentants israéliens sur le salon, les participants devant signer une déclaration spécifique, indiquant qu'ils n'ont pas de contacts avec des sociétés de l'Etat hébreu.

Finalement, le tribunal de commerce puis la cour d'appel de Paris

ont tranché, le 18 juin, jugeant qu'il était discriminatoire d'exclure les entreprises israéliennes. Leurs représentants pourront donc être présents avant la clôture, mais sans stands. Au niveau diplomatique, cette affaire complique les efforts de médiation de la France pour éviter une guerre au Sud Liban. Le Premier ministre Netanyahu l'a confirmé, au Figaro : « Le crédit accordé à la France par les Israéliens a été entamé par l'exclusion des exposants. »

Jean-Dominique Merchet
@jdmerchet

« Le RN peut obtenir la majorité absolue »



SERGE PICARD - AGENCE VU

Pour l'essayiste et politologue Chloé Morin, le Nouveau Front populaire n'est pas le meilleur rempart contre le Rassemblement national. Les enquêtes réalisées par l'institut POLLitics font apparaître les paradoxes des prochaines législatives. Le scrutin est approuvé par la moitié des Français, qui redoutent la victoire du RN mais risquent de la provoquer. **Page 4**

Armée française en Afrique : Macron veut du « à la carte »

Le chef de l'Etat reçoit jeudi plusieurs de ses homologues avec lesquels il abordera le partenariat sécuritaire avec Paris **Page 7**

Aux Etats-Unis, être influenceur ne fait plus recette

Les plateformes sont moins généreuses et les marques plus exigeantes **Notre supplément The Wall Street Journal**

Législatives : les lignes rouges du patronat

Prises en tenaille, les entreprises font face à un mur de mesures économiques jugées dangereuses **Page 5**

Déficit : Bruxelles avertit les démagos

|| | Suite de la page 1

hausse massive d'impôts, coûterait 106 milliards d'euros par an, selon la députée PS sortante Valérie Rabault.

Paolo Gentiloni avait anticipé la critique. « Ce n'est pas un retour à la normale, ni à l'austérité, qui serait une erreur ; mais plutôt un retour à la prudence en dépenses pour les pays qui ont beaucoup de dettes », a-t-il insisté mercredi. « Je ne définis pas par austérité le fait qu'on a des règles budgétaires. On a eu une longue période de suspension de ces dernières, mais je ne peux imaginer une Union, et une zone euro, sans règles communes ».

L'austérité, c'est « baisser les dépenses en période de récession », or les nouvelles règles « donnent de nombreuses possibilités aux Etats membres de garder un niveau d'investissements élevé ».

Au RN, plusieurs mesures coûteuses ont été repoussées à plus tard, mais il est toujours prévu de réduire dès l'été la TVA sur les produits énergétiques, pour environ 16,8 milliards d'euros de coûts par an, dicit Bercy. En cas d'arrivée au pouvoir, le RN « pourrait prendre une position de confrontation avec la Commission, comme les partis eurosceptiques, ou jouer la carte de la prudence », analyse Andreas Eisl, expert à l'institut Jacques Delors.

Côté majorité présidentielle, on craint « une instrumentalisation [de la procédure pour déficit excessif] qui concerne 10 autres pays, et n'a pas d'impact sur le quotidien des Français ».

L'écart de taux de 25 à 30 points de base qui s'est formé ces derniers jours par rapport à l'Allemagne représente un coût de 800 millions d'euros par an en charge de la dette

Pour preuve, la baisse de la note de la France par S&P il y a trois semaines « n'a eu aucun impact sur les taux auxquels on emprunte, car notre stratégie budgétaire à moyen terme est jugée crédible, alors que le simple énoncé des programmes [des oppositions] a provoqué un stress sur les marchés », souligne-t-on à Bercy.

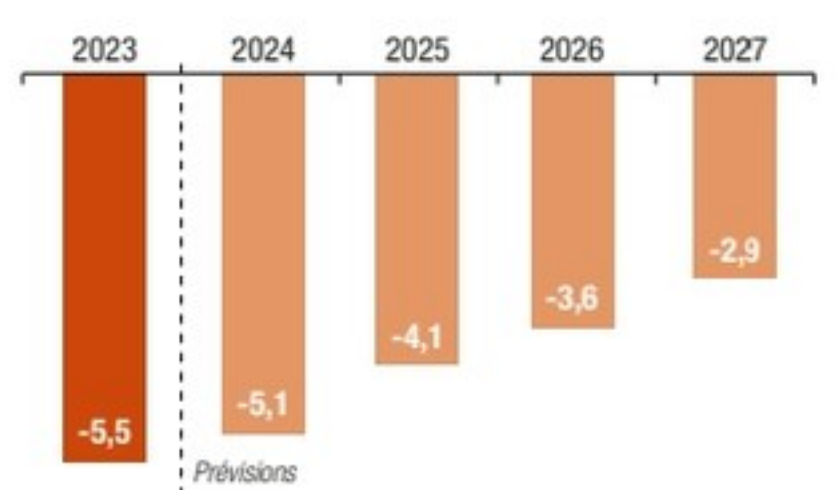
L'écart de taux de 25 à 30 points de base qui s'est formé ces derniers jours par rapport à l'Allemagne représente un coût de 800 millions d'euros par an en charge de la dette, soit un surcoût 10 milliards d'euros au bout de dix ans, calculent les services de Bruno Le Maire. En outre, Bruxelles souligne dans son rapport que le gouvernement actuel a supprimé les déséquilibres en améliorant la compétitivité-prix des entreprises, grâce à une inflation plus faible que chez nos partenaires commerciaux. La mise en garde de la Commission est donc aussi une opportunité : « Rappel que'il y a des règles, et que si on ne veut pas les suivre, il faut tout simplement sortir de l'Europe », poursuit cette source. « Quel que soit le gouvernement en sortie des urnes, il sera confronté à l'obligation d'un travail, régulier et normal avec la Commission ».

Ajustement. Concrètement, dès vendredi, l'institution enverra au gouvernement français une proposition de trajectoire de finances publiques, permettant de ramener le déficit tricolore sous les 3% à horizon de quatre ou sept ans (les deux options seront sur la table), et la dette sur une trajectoire soutenable.

Actuellement, il y a un « risque élevé » sur cette dernière à moyen terme, puisqu'elle devrait atteindre près de 114% du PIB en 2025, et, si l'on ne réduit pas le déficit structurel, 139% du PIB en 2034. Ainsi, alors que les Etats sous procédure pour déficit excessif doivent réduire leur déficit structurel d'au moins 0,5% par an, il est probable que davantage soit nécessaire dans le cas de la France, glisse un fonctionnaire bruxellois.

Une pilule difficile à avaler pour le gouvernement, qui espère au contraire négocier un ajustement inférieur (d'au moins 0,2 point de pourcentage) grâce aux flexibilités négociées sur les intérêts de la dette jusqu'en 2027. « Toute hypothèse doit être justifiée », poursuit l'expert

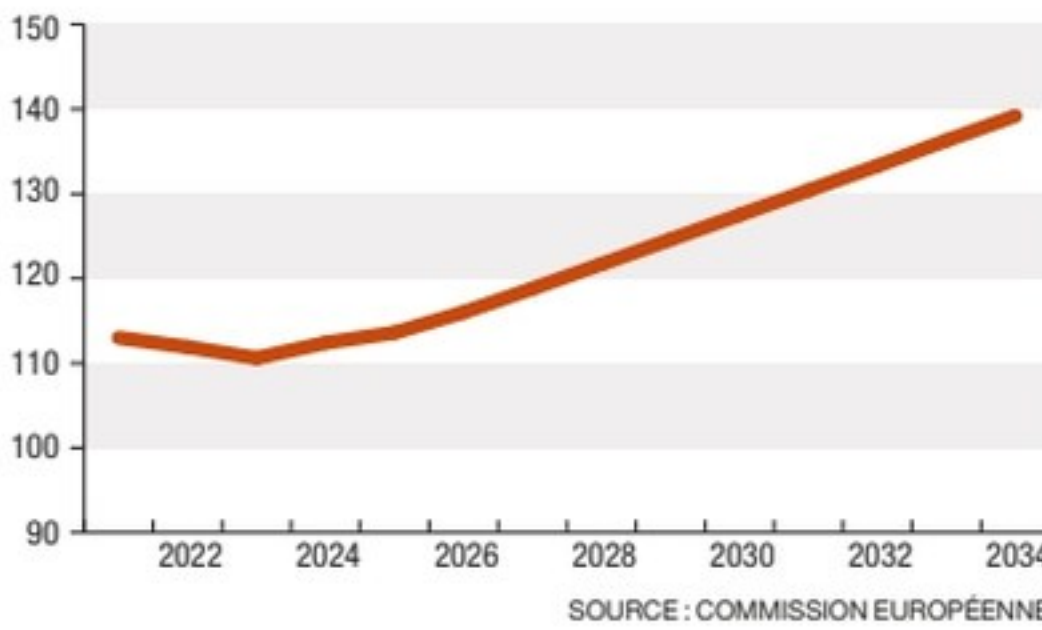
Déficit, en % du PIB



SOURCE : PROGRAMME DE STABILITÉ DE LA FRANCE 2024

Un risque élevé sur la dette à moyen terme

Evolution de la dette publique française dans le cas où le déficit structurel primaire (hors éléments conjoncturels et hors intérêts de la dette) resterait stable à 3% du PIB de 2024 à 2034



de la Commission, soulignant que le modèle de Bruxelles utilise un multiplicateur budgétaire « raisonnable ».

Des échanges auront lieu tout l'été pour une adoption formelle du plan d'ajustement à l'automne. Ensuite, « si la Commission et le Conseil considèrent que le gouvernement ne prend pas de mesures pour réagir, il y a une notification, explique Andreas Eisl. Si l'Etat ne fait toujours pas d'efforts, c'est là que des sanctions seraient mises en œuvre, plutôt fin 2025, les délais étant assez longs. Ces derniers peuvent être raccourcis si un Etat manifeste vraiment l'intention de ne pas suivre les règles ». Ces sanctions représentent 0,05% du PIB (soit 1,4 milliard d'euros pour la France) tous les six mois.

A Bruxelles, la perspective d'une accession du RN au pouvoir inquiète beaucoup, de même qu'une France qui s'affranchirait de toute discipline budgétaire. Mais « la Commission a pour politique de ne pas commenter les politiques partisanes et campagnes électorales dans les Etats-membres, a déclaré Valdis Dombrovskis, vice-président en charge de l'économie. C'est aux électeurs de décider ». Son confrère Paolo Gentiloni s'est autorisé une théorie : le retour des règles budgétaires ne va pas forcément profiter aux extrêmes, car « on revient d'une période où il y avait énormément de dépenses publiques, mais les votes pour les extrêmes n'ont pas diminué ».

@JadeGrandin

Ciblée par une procédure de déficit excessif, l'Italie va serrer la vis

EN 2023, L'ITALIE A AFFICHÉ - et de loin - le déficit public le plus élevé (7,4%) de l'Union européenne. Un chiffre, en large partie, dû au « superbonus 110% » adopté en 2020. Ce dispositif permettait de se faire rembourser l'intégralité du montant dépensé pour rénover son bien immobilier... avec une prime de 10%. Son coût était estimé à l'époque à 36 milliards d'euros sur la période 2020-2026, mais la facture a déjà dépassé les 150 milliards. Selon la Banque d'Italie, la mesure a certes généré une croissance supplémentaire - les investissements immobiliers ont explosé -, mais insuffisante pour la financer grâce aux recettes fiscales engendrées : le coût net de la prime a dépassé les 100 milliards.

L'ouverture de la procédure pour déficit excessif, annoncée mercredi par la Commission européenne contre Rome, n'a donc pas été une surprise : « On a vécu une hallucina-

« On a vécu une hallucination psychédélique durant quatre ans avec le superbonus, on ne peut pas continuer à faire du déficit », avait déjà averti, en décembre, Giancarlo Giorgetti, le ministre de l'Economie

tion psychédélique durant quatre ans avec le superbonus, on ne peut pas continuer à faire du déficit », avait déjà averti, en décembre, Giancarlo Giorgetti, le ministre de l'Economie. Les effets de cette mesure, ajoutés à de nombreuses autres politiques publiques financées par l'émission de dette depuis 2020, n'ont pourtant pas fini de se faire ressentir : si Rome

Au Nouveau Front populaire, on s'écharpe sur le budget

UNE SEMAINE A PASSÉ depuis la conclusion inespérée de l'accord de législature du Nouveau Front populaire. Et revoilà déjà les émissaires économiques à la table des discussions pour s'entendre sur le coût réel de leur programme économique. Le chiffre avancé par le PS, par l'entremise de Valérie Rabault dans *Les Echos*, n'a pas convaincu ses partenaires. En tout cas pas les stratégies de LFI. Celle qui fait partie de l'aile la plus modérée du Front populaire a estimé les dépenses proposées à 106 milliards, soit 3,7 points de PIB. De quoi faire bondir, selon elle, la croissance à 3% du PIB en 2025 et 2026. Quant au déficit, il se creuserait pour atteindre 5,7% du PIB en 2024, mais se réduirait à 5,4% en 2025 et 5,1% en 2026.

Sauf que tous ces chiffres ont aussitôt été démentis par La France insoumise ! Dans *Les Echos*, la députée LFI sortante issue d'Attac, Aurélie Trouvé corrige : « Ce chiffre de 106 milliards, c'est très insuffisant pour répondre aux urgences du programme et aux besoins des gens ». « [Valérie Rabault] donne notamment sa vision personnelle du chiffrage de ce programme », explique un communiqué officiel de LFI signé par Clémence Guetté, co-anima- trice du programme et Eric Coquerel, ancien président de la commission des finances de l'Assemblée nationale. Entre deux phrases destinées à arrondir les angles, le mouvement de Jean-Luc Mélenchon assure que ce chiffrage « ne correspond pas au chiffrage du programme du Nouveau Front populaire ». Selon eux, « Valérie Rabault présente des hypothèses pour deux ans de mandat, et par conséquent se limite à certaines mesures pour un certain temps ».

Le différend porte, notamment, sur les retraites. Si tous les partis de gauche sont d'accord pour abroger la réforme Macron de 2023, le PS affiche sa réticence à aller plus loin. « La retraite à 60 ans est un horizon, et nous lançons des négociations pour voir si cet objectif peut se réaliser », évacue Valérie Rabault dans son interview. « Heureusement, il n'y a que les socialistes qui font chier avec leurs calculettes,

souffle un conseiller parlementaire de LFI. Les écologistes et les communistes n'en ont jamais eu rien à foutre des chiffrages. Logique, ils ne veulent pas gouverner. » Les débats, auxquels participent Eva Sas pour EELV et Nicolas Sansu pour le Parti communiste, devaient prendre fin mercredi soir. Les chefs de parti rendront leurs derniers arbitrages, avant une présentation des tableaux budgétaires sur les réseaux sociaux jeudi.

Quels que soient les chiffres exacts, la stratégie économique du Nouveau Front populaire peut-elle réussir ? « Nous ne sommes pas des irresponsables budgétaires. Les recettes seront là et l'impact de nos mesures sur la demande aura un effet de relance. Nous travaillons à partir d'un modèle identique à celui de la Banque de France », certifie Aurélie Trouvé, sur Alternatives économiques.

« Pas sérieux ». C'est peu dire que François Ecalte, ancien magistrat de la Cour des comptes, est sceptique. « Dans un contexte où le taux de chômage est en train de remonter légèrement, qu'on fasse un peu de relance ciblée, de l'ordre de 10 à 20 milliards d'euros, pourquoi pas, considère l'auteur de Fipeco, site internet de référence sur les finances publiques. Mais je ne crois pas que ces mesures vont avoir l'effet attendu sur la croissance. Ils recommencent l'arnaque de 2022 en disant que leur programme a été validé par le modèle de la Banque de France. Ce genre de modèle économétrique

L'augmentation du smic à 1 600 euros peut paraître séduisante, mais elle risque de détruire des emplois

n'est pas du tout calibré pour calculer l'impact de mesures d'une telle ampleur, une sorte de rupture avec l'économie de marché ». Selon lui, le programme du Front populaire va créer un choc de demande massif, mais sans offre en face pour y répondre. « Cela va se traduire surtout par une augmentation des importations et un creusement du déficit commercial », estime-t-il.

Il n'est pas le seul. Sous couvert d'anonymat pour ne pas impliquer son institution, un économiste en vue, pourtant considéré comme issu de la gauche, tire à boulet rouge. « Je suis assez furieux du programme du Front populaire, ce n'est vraiment pas sérieux. Ce n'est pas le moment de faire une relance keynésienne en stimulant la demande. Nous sommes à 5,5% de déficit et 7,4% de chômage, pas à 9 ou 10% ! Le keynésianisme, ce n'est pas la relance par la consommation à tout moment. Pour un keynésien, c'est plutôt le moment de réduire la dette pour pouvoir relancer face à une future crise ». Mais ce n'est pas sa seule critique. L'augmentation du smic à 1600 euros peut paraître séduisante, mais elle risque de détruire des emplois. « Le coût du travail va augmenter en même temps que la demande, ce qui va provoquer un choc inflationniste. On a fait ça en 1981 et il y a eu le tournant de la rigueur de 1983. Entre-temps, il a fallu dévaluer le franc trois fois de 5%. Le choc inflationniste a désindustrialisé la France ». Et de conclure, sévère : « On va nécroser notre système productif ».

Antoine Oberdorff et Marc Vignaud

@A.Oberdorff

@mvignaud



SIPA PRESS

Les insoumis Eric Coquerel et Clémence Guetté (au centre et à droite) ne sont pas d'accord avec le chiffrage avancé par la socialiste Valérie Rabault (à gauche).

Le camp présidentiel, en danger dès le premier tour, tente de convaincre les électeurs qu'il est le mieux placé pour faire barrage au Rassemblement national

La macronie peine à incarner le vote utile des élections législatives

Dissolution

Le baromètre OpinionWay pour Les Echos, publié le 15 juin, place le Rassemblement national en tête des intentions de vote pour les législatives (33%), devant le Nouveau Front populaire (25%) et la majorité présidentielle (20%).

Dinah Cohen et Matthieu Deprieck

LE DÉFI FAIT FRONCER LES SOURCILS et souffler d'abatement les stratèges et communicants de la majorité. Comment parler aux Français du second tour des élections législatives alors que le premier leur semble encore lointain ?

L'urgence est pourtant là. Dans un grand nombre de circonscriptions, les candidats du camp présidentiel pourraient se retrouver balayés dès le premier tour. Pour espérer franchir le mur du 30 juin, il faut donc convaincre les électeurs qu'ils sont les seuls à pouvoir battre, le 7 juillet, les candidats du Rassemblement national. C'est l'argument du vote utile, la bataille classique de toute élection.

A la différence, cette fois-ci, que ces législatives anticipées concentrent confusion politique et brièveté de la campagne. Les Français déjà sommés d'ingérer une grande quantité d'informations en un temps record doivent désormais s'essayer aux projections électorales. « C'est très difficile, reconnaît un proche d'Emmanuel Macron. Les gens doivent se projeter dans des duels dès aujourd'hui pour comprendre que voter Nouveau Front populaire au premier tour, c'est voter Rassemblement national au second. »

Gymnastique. L'argument réclame une gymnastique intellectuelle difficilement compatible avec l'efficacité recherchée par un slogan de campagne. Les soutiens du chef de l'Etat doivent faire comprendre que faire « barrage » au second tour uniquement ne suffira pas. Qu'en cas de face-à-face entre l'extrême droite et la gauche unie, la première a plus de chances d'être élue parce que les électeurs de droite et du centre rechigneront à voter pour une alliance réputée noyautée par les insoumis.

La crainte animait déjà la campagne des élections européennes. Durant des semaines, les macronistes ont tiré la sonnette d'alarme :

le scrutin pour Bruxelles ne disposant que d'un tour, les Français ne pouvaient pas se permettre de s'adonner à un vote « plaisir » en reportant le vote jugé « raisonnable » à plus tard. La problématique se répète. « Certains ont envie de confirmer leur vote des élections européennes le 30 juin, mais il faut leur expliquer que mathématiquement, s'ils veulent la gauche, ils auront le Rassemblement national », témoigne Robin Reda, en lice dans la 7^e circonscription de l'Essonne.

La majorité sortante peut déjà s'estimer heureuse. Elle a réussi le lancement du premier étage de sa fusée. En imposant l'idée qu'il existe, face à elle, « des extrêmes » : droite pour le RN,

« Les Français sont parfois en colère d'avoir été mis dans une situation où ils sont presque contraints de choisir la majorité », estime l'ancien ministre Olivier Dussopt

gauche pour la totalité du Nouveau Front populaire. Les candidatures déclarées sont venues confirmer cette thèse. Grâce aux différentes alliances, ces législatives voient un nombre réduit de prétendants en comparaison aux précédents scrutins. « Le premier tour se caractérise le plus souvent par un LR marginalisé, une candidature Reconquête et les trois principaux blocs », observe un cadre Renaissance.

Touche-touche. C'était la « première ligne d'argument », confie un communicant, qui réfléchit désormais à la façon de propulser la seconde. Cela donne quelque chose dans ce goût-là : le plus gros risque de victoire dans ces élections, c'est le RN. Qui est le mieux placé pour le battre ? Le bloc central. Pour cela, il faut le qualifier au second tour. Et donc assurer le coup dès le premier. Allez placer un tel raisonnement dans un débat télévisé où les secondes sont comptées... Les jours aussi manquent. Une campagne éclair ne tolère aucun détour.

Dans l'état-major macroniste, on espère que les sondages viendront donner un coup de main. Des études qui placeraient la majorité

et la gauche à touche-touche au premier tour simplifieraient le discours du vote utile et permettraient de convaincre les électeurs que la macronie autant que la gauche sont en capacité de jouer le match face au RN. C'est pour l'instant loin d'être le cas.

Il faut aussi jouer sur la forme. Sur le terrain, les candidats usent d'un vocabulaire différent. « Les gens sont un peu déboussolés, ils ont pris un coup sur la tête et ils entendent depuis le soir des élections européennes que le match est désormais entre les extrêmes. Il faut leur montrer la voie en suscitant de l'espoir », observe Robin Reda.

« Les Français sont parfois en colère d'avoir été mis dans une situation où ils sont presque contraints de choisir la majorité », complète l'ancien ministre Olivier Dussopt. Lui préfère « insister sur le fait que voter pour la majorité revient à voter pour un projet raisonnable, plutôt que les deux autres qui sont délirants ». En campagne au nom de la majorité, Gabriel Attal concentre désormais ses efforts sur un argument : « Dans ces élections, vous votez pour le Premier ministre. »

@mdeprieck
@dinahcohen



SIPA PRESS

Gabriel Attal concentre ses efforts sur un argument : « Dans ces élections, vous votez pour le Premier ministre. »

Si les candidats Les Républicains font campagne, c'est le plus loin possible d'un débat national

A droite, small is beautiful

100 % local

La vague macroniste de 2017 avait ramené le nombre de députés Les Républicains de 196 à 112, celle de 2022 à 62. **Les députés LR sortants misent sur leur implantation locale pour survivre à une probable troisième vague électorale, venue cette fois du RN.**

Christine Ollivier

LES DÉPUTÉS SORTANTS LR n'ont plus qu'un seul parti : celui de leurs électeurs. Menacés d'être emportés par une possible vague RN en pleine implosion de leur mouvement, ils misent tous sur la même recette pour se sauver d'une extermination électorale annoncée : leur implantation locale. S'ils font campagne, c'est donc le plus loin possible d'un débat national où la droite fait surtout parler d'elle par ses divisions et la tragi-comédie de l'exclusion de son président déchu, Eric Ciotti.

Certains ont carrément fait le choix de se débarrasser d'une marque devenue décidément trop encombrante. C'est notamment le cas de Marie-Christine Dalloz, députée sortante du Jura, qui a annoncé dans *La Voix du Jura* repartir dans la bataille « seule, avec mon équipe, mais sans famille politique », en tant que « divers droite ». La plupart des candidats Les Républicains ont toutefois gardé leur étiquette... quitte à la ranger soigneusement au fond de leur poche.

« Vous me connaissez, je suis enfant du pays, un élu 100% local ! », clame ainsi sur X

le député LR Maxime Minot, un « député de terrain » qui ne mentionne pas sur ses affiches son appartenance à LR dans un département, l'Oise, où la liste RN a dépassé les 43 % aux européennes quand celle de François-Xavier Bellamy y a réuni péniblement 6,66 % des suffrages. Même tonalité chez son collègue Pierre Cordier - « les Ardennes d'abord, la politique après », proclame-t-il ; Emmanuel Maquet (Essonne), « un député 100% local », ou Raphaël Schellenberger (Haut-Rhin), qui s'affiche comme un candidat... « de droite ». Quant à Aurélien Pradié (Lot), il se présente comme une « voix forte » mais surtout « libre ».

Techniques de survie. Il est vrai que certains d'entre eux ont appris les techniques de survie politique lors des deux précédentes vagues électorales, déjà dévastatrices pour leur

Il n'est pas question de campagne nationale coordonnée depuis Paris où le siège du parti, empêtré dans une guerre médiatique, ne répond plus

camp. Le premier tsunami macroniste de 2017 avait ramené le nombre de députés LR de 196 à 112, le deuxième, qui a suivi le fiasco présidentiel de Valérie Pécresse en 2002, l'avait fait tomber à 62 membres. Il y a deux ans déjà, les rescapés avaient misé sur leur seul nom pour

ne pas être balayés. Cette fois encore, « ce qui peut nous sauver, c'est l'implantation locale, pas le débat national », souligne un conseiller LR, qui prédit donc 61 campagnes différentes pour 61 sortants : « ça se passe circo par circo ».

Dès lors, il n'est pas question de campagne nationale coordonnée depuis Paris. De toute façon, le siège du parti, empêtré dans une guerre de tranchées médiatico-juridique qui oppose la quasi-totalité des dirigeants de LR à Eric Ciotti, ne répond plus. « Ce que demandent nos candidats, c'est que cesse le bordel et qu'ils puissent faire campagne chez eux », résume un conseiller LR.

Certes, la boucle WhatsApp mise en place pour communiquer avec l'ensemble des candidats leur propose des éléments de langage. Mais libre à eux d'y piocher ou pas. De même, la venue de figures nationales n'est guère sollicitée, à moins qu'elles fassent partie de l'environnement proche : Laurent Wauquiez en Auvergne-Rhône-Alpes, ou Xavier Bertrand dans les Hauts-de-France.

Les ténors LR engagés dans ces législatives, confrontés eux-mêmes à des batailles périlleuses dans leur circonscription, ont aussi déserté les plateaux de télévision. C'est le cas de Laurent Wauquiez, candidat en Haute-Loire, qui reste soigneusement à l'écart des médias nationaux dans cette campagne. Car rien n'est acquis pour la droite, y compris pour ses figures. « Si on revient à 30, on pourra être content », soupire un stratège LR, qui a déjà trouvé un nom à ceux qui réussiront l'exploit de se faire réélire : « les survivants ».

@Chr_Ollivier

Le Président s'érige en défenseur de Kiev alors que son opposant plaide pour de la retenue

Vers un bras de fer Bardella-Macron sur l'Ukraine

Judo

« L'économie de guerre qui a été mise en œuvre par Emmanuel Macron est bien légère depuis maintenant deux ans », a déploré mercredi le chef du RN depuis le salon de la défense Eurosatory, à Villepinte (Seine-Saint-Denis).

Nina Jackowski

RASSURER LES FRANÇAIS, engager le bras de fer avec le Président. Jordan Bardella a tenté de tenir les deux bouts mercredi sur le sujet de la guerre en Ukraine, depuis le salon de la défense Eurosatory, à Villepinte. Alors qu'Emmanuel Macron a fait de la défense de Kiev sa priorité, le leader du RN continue de plaider pour de la retenue : les signes annonciateurs d'une future confrontation en cas de cohabitation.

Celui qui vise Matignon a déclaré qu'il « [n'entendait] pas remettre en cause les engagements » de la France à l'international en matière de défense s'il arrive au pouvoir. Cette « ligne rouge » se justifie selon lui par « un enjeu de crédibilité à l'égard de nos partenaires européens et de nos alliés de l'Otan ». Une prise de position à l'allure atlantiste, alors que la formation d'extrême droite est souvent taxée d'être pro-Kremlin.

Celui qui vise Matignon avance toutefois une autre « ligne rouge » : « L'envoi de matériel qui pourrait avoir des conséquences d'escalade à l'Est de l'Europe », et non simplement celui dont elle « a besoin pour tenir le front ». Concrètement, l'élu s'oppose à la livraison de « missiles longue portée » ou d'« armes qui pourraient permettre à l'Ukraine de frapper le territoire russe ».

Missiles. Une position contraire à celle d'Emmanuel Macron qui a donné le feu vert fin mai à l'emploi de missiles français Scalp contre des cibles militaires en Russie. Par ailleurs, Jordan Bardella réaffirme s'opposer fermement à « l'envoi de troupes et de soldats français en Ukraine », alors que le Président évoquait encore début juin l'éventualité d'envoyer des instructeurs militaires français en Ukraine.

Dès lors, en cas de cohabitation, qui décide ? La Constitution maintient l'ambiguïté puisque le Président est le chef des armées et le Premier ministre, responsable de la défense nationale. Lors des précédentes cohabitations, le compromis était la règle pour que la France tienne un seul et même discours à l'international.

« Peut-être que Macron prendra en compte la claque du 9 juin et se rangera derrière les positions de Bardella », avance Frank Giletti, député RN sortant et secrétaire de la Commission défense, alimentant la perspective d'une confrontation dure. Surtout en rappelant que l'éventuel Premier ministre « aura la main sur le budget ».

Le même assure que le « livret défense » du parti, porté disparu du site ces derniers jours, réapparaîtra sous peu. « Pas de sujet », évacue l'élue. Le recueil, fixant la ligne pour la dernière présidentielle, proposait pourtant de prendre ses distances avec les Etats-Unis et de nouer « une alliance avec la Russie sur certains sujets de fond ».

Y était également mentionnée la sortie immédiate de la France du commandement intégré de l'OTAN. Fin mars 2022, Marine Le Pen avait infléchi sa position, la reportant à une période hors guerre. Deux ans après, Le Monde notait que Jordan Bardella avait suggéré à « la patronne » de renoncer à cette sortie, quelques mois après l'élection. De quoi se rapprocher de la ligne de la dirigeante italienne Giorgia Meloni. « Jordan a posé la question. Mais on lui a répondu que l'histoire de l'Italie n'était pas celle de la France », rapporte à l'Opinion un participant du déjeuner.

Un lepéniste a brillé par son absence au salon parmi la petite troupe entourant le patron : Thierry Mariani. Le sort de l'eurodéputé était en suspens au RN en raison de ses positions prorusse assumées, que son chef assure souvent ne pas partager. L'ex-ministre de Nicolas Sarkozy a finalement été reconduit. Pourrait-il être proposé comme ministre des Affaires étrangères sous un gouvernement Bardella ? « Ce n'est pas prévu », a évacué ce dernier depuis Villepinte. Sans proposer d'alternative.

@Nina_Jacks

Pour l'essayiste et politologue **Chloé Morin**, le Nouveau Front populaire n'est pas le meilleur rempart contre le parti de Jordan Bardella et de Marine Le Pen

« Le Rassemblement national peut obtenir la majorité absolue »

Analyse

Les enquêtes réalisées par l'institut d'étude POLLitics font apparaître les paradoxes des élections législatives des 30 juin et 7 juillet prochain. Dénoncé par la classe politique, le scrutin est approuvé par la moitié des Français qui redoutent la victoire du RN mais qui risquent bien de la provoquer.

Interview François-Xavier Bourmaud

CHLOÉ MORIN est essayiste et politologue.

L'ensemble du monde politique dénonce la décision d'Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée nationale. Qu'en pensent les Français ?

Le contraste est très fort entre la condamnation quasi unanime de cette décision par la classe politique et les médias, et ce qu'en disent les Français. Dans un sondage réalisé par Opinionway les 17 et 18 juin, la moitié d'entre eux jugent la décision d'Emmanuel Macron justifiée. La gauche y est la plus opposée, bien qu'une proportion de 40 % la juge tout de même justifiée.

Après avoir très largement perdu les élections européennes, le président de la République peut-il réussir son pari d'inverser la tendance pour les élections législatives anticipées ?

Il le pourrait si le débat était clair et transparent, c'est-à-dire si les Français avaient conscience de la réalité des perspectives et des rapports de force. Or à ce jour, je suis frappée de l'unanimité des discours politico-médiatique présentant l'union de la gauche comme le seul et unique rempart efficace contre le RN. Si l'on s'attache à regarder les données, c'est plus compliqué. Dans les duels de préférence au second tour, les Français interrogés préférèrent de loin la victoire d'un candidat RN, à 41%, à celle d'un candidat de gauche, seulement 34%. Sur ce critère-là, qui sera évidemment tempéré par les réalités locales et la couleur de chaque candidat de gauche, le Front populaire n'est pas le meilleur rempart contre le RN. Dans un duel RN/majorité sortante, en revanche, 36% des électeurs préférèrent la victoire du RN, et 44% celle du candidat soutenant le président de la République.

Comment se présentent les rapports de force entre les deux extrêmes dénoncés par le chef de l'Etat et le bloc central ?

Le rapport de force n'est tout à fait pas celui reflété par beaucoup de médias. Il y a à cela plusieurs raisons. D'abord, nous ne sommes pas en 2002. Lionel Jospin avait rendu la division de la gauche responsable de l'accession de Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle. Donc la gauche est tentée de calquer mécaniquement son barrage anti-RN sur ce qu'il n'a pas su faire à l'époque. Sauf que la nature même de ce barrage et de son efficacité n'a rien à voir avec ce qu'ils étaient il y a 22 ans. Car depuis, d'une part le RN s'est considérablement désextrémisé (abandon de la sortie de l'euro, propos moins violents, fuite des cadres les plus radicaux vers Eric Zemmour), et d'autre part, le parti de Jean-Luc Mélenchon a vu son image se dégrader considérablement.

Si bien qu'aujourd'hui, ce que la gauche unie demande aux électeurs de gauche, c'est d'utiliser certains élus (qui ne sauraient évidemment résumer La France insoumise) perçus

« Beaucoup de “modérés” sont inquiets des signaux envoyés par le Nouveau Front populaire »

comme non démocrates et antisémites, pour lutter contre d'autres élus perçus comme dangereux pour la démocratie. C'est un dilemme très compliqué pour les électeurs de centre gauche. J'ajoute que le rapport de force programmatique n'est pas non plus très favorable à la gauche : dans un pays où une grande partie des Français sont inquiets de l'insécurité et de la maîtrise de l'immigration, ce que nous enseignent les études quantitatives comme qualitatives c'est que beaucoup de « modérés » de droite comme de gauche sont inquiets des signaux envoyés par le Nouveau Front populaire, et qui semblent dans les perceptions se résumer à l'ouverture des frontières et au désarmement des policiers.

Au-delà de la nomination d'un nouveau Premier ministre, les enjeux liés à l'élection d'une nouvelle Assemblée nationale sont-ils perçus ?

Non. Beaucoup de Français que j'interroge ne cernent pas encore les enjeux. Certains se

disent « si la gauche ou le RN au gouvernement fait n'importe quoi, Macron corrigera ». D'autres disent « on tente et si ça ne nous va pas on revotera ». J'invite chacun à se renseigner sur le fonctionnement institutionnel car les désillusions pourraient être immenses dans trois semaines.

Quels sont les enjeux du premier tour ?

Compte tenu de la configuration actuelle, les sondages indiquent que les candidats de gauche sont d'excellents candidats de premier tour, mais de piètres candidats de second tour (il faut distinguer les socialistes des insoumis, les premiers étant plus armés face au RN, surtout quand ils sont déjà implantés). Or, il faut savoir que si les candidats LR ou issus de la majorité sortante sont trop bas, ils ne pourront pas se qualifier au second tour, compte tenu de la barre des 12,5% des inscrits qui doit être franchie. Ce que tout cela signifie, c'est que les électeurs modérés qui ne se mobilisent pas aujourd'hui par mécontentement vis-à-vis du Président (mais qui néanmoins, quand on les interroge, préfèrent de loin sa politique à celle proposée par les deux autres blocs), pourraient avoir à trancher entre la gauche et le RN au second tour, faute d'avoir soutenu leurs candidats dès le premier tour. Cette configuration donne une chance au RN d'obtenir la majorité absolue.

@fxbourmaud X



SERGE PICARD/AGENCE VU

Pour **Chloé Morin**, « les candidats de gauche sont d'excellents candidats de premier tour, mais de piètres candidats de second tour ».

Le député-reporter subit une campagne de dénigrement depuis qu'il a eu l'insolence de soutenir ses camarades frondeurs

Affranchi de LFI, François Ruffin à découvert sur le front de la Somme

Franc-tireur

François Ruffin « aurait préféré que François Hollande ne se présente pas sous la bannière du Nouveau Front populaire », a-t-il déclaré sur France Bleu.

Antoine Oberdorff

A AMIENS, SUR LE FRONT DE LA SOMME, le ciel se fait bas et lourd. Aux européennes, la chape de plomb du RN a fondu sur plus d'un tiers des électeurs du département. Ils sont exactement 40,5% à avoir choisi Jordan Bardella sur la circonscription tenue par François Ruffin. Dix jours, les fantassins de Picardie debout disposent de dix petits jours pour déjouer le basculement annoncé à l'extrême droite. A ses moines-soldats, le député-reporter n'a de cesse de répéter : « Si les gens vous engueulent, inutile de les braquer. S'ils ne sont pas derrière nous, l'important est qu'ils ne soient pas contre nous ». Unir au lieu de cliver, détourner la conflictualité sociale sur l'enjeu central du mal-être au travail, c'est la méthode Ruffin. Le seul antidote au rejet qu'inspire Jean-Luc Mélenchon dans les territoires ruraux.

« Il faudrait être sourd pour ne pas entendre ce que nous disent les gens dans les porte-à-porte, c'est “tout sauf Mélenchon” », note Léon Deffontaines, candidat du PCF sur la circonscription voisine. Exemple avec ces

agents pénitentiaires de la maison d'arrêt d'Amiens, scandalisés par les slogans aperçus dans la manifestation antifasciste à Paris, dimanche dernier. « 1 flci qui meurt, 1 vote RN en moins. Mais comment vous voulez qu'on vote pour des trucs pareils ? », s'insurge l'un des matons. En rajouter une couche sur les « violences policières » rendrait les candidats du Nouveau Front populaire inaudibles.

« Doriotisation ». Du moins, c'est ce qu'analyse François Ruffin en regardant l'évolution de la carte du vote aux européennes entre 2019 et 2024. Certes, la liste de Manon Aubry a gagné plus d'un million de voix grâce à une campagne centrée sur Gaza, mais au prix de nombreux reculs dans la France des bourgs. Au prix, aussi, d'une extrême concentration du potentiel électoral de LFI dans les métropoles, les banlieues et les DOM-TOM. Au lieu d'additionner, le plaidoyer propalestinien a soustrait une partie des classes populaires, effrayées par les appels à l'insurrection morale de Rima Hassan.

La bataille de ligne entre Jean-Luc Mélenchon et l'ambitieux François Ruffin se confond désormais avec une bataille de leadership. Dès la dissolution du 9 juin au soir, François Ruffin a ouvert la voie au Nouveau Front populaire. Une fois l'appellation déposée par le réalisateur de *Merci patron* ! les autres formations de gauche avaient un temps de retard, y compris les insoumis. Les lieutenants de Jean-Luc Mélenchon vont

donc essayer par tous les moyens de couper l'herbe sous le pied du capitaine des unitaires.

En privé, le patriarche insoumis leur a toujours raconté que Ruffin, cette pièce rapportée de la famille insoumise, était « en voie de doriotisation ». Il n'y a donc pas que Fabien Roussel qui a la joie d'être comparé à un collabo vichyste. « Qu'ont-ils à lui reprocher, hormis le fait de ne pas avoir participé à la marche contre l'islamophobie ? », s'interroge un ancien collaborateur parlementaire du Picard.

Sur les réseaux sociaux, les ouailles mélenchonistes déversent des tombereaux d'injures sur l'impudent Monsieur Ruffin. Non seulement il « chercherait à réhabiliter François Hollande » - un comble pour le député sortant de la Somme -, mais il serait surtout « un diviseur ». Son crime ? Avoir désobéi au grand chef lorsque ses camarades frondeurs ont été évincés des investitures. « Je ne suis pas passé sous les fourches Caudines de votre sectarisme », a-t-il violemment réagi sur X à l'annonce de la purge. L'un de ses fidèles, Guillaume Ancelet, avait été lui aussi écarté, coupable d'être l'un des artisans les plus visibles de la candidature de François Ruffin en 2027. « Lamentable, LFI profite de cette élection législative pour couper des têtes, alors que Ruffin constitue un rempart au RN », déplore Léon Deffontaines. Pour Jean-Luc Mélenchon, c'est surtout un concurrent. Et donc, un obstacle à lever.

@A_oberdorff X

Les condamnations politiques se sont multipliées après le viol d'une enfant de 12 ans

A Courbevoie, l'antisémitisme surgit dans la campagne

Sécurité

Le collectif **Nous Vivrons**, né au lendemain de l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023, a appelé à manifester à Paris, mercredi à 18 h 30, pour « condamner le viol antisémite de cette jeune fille ».

Marie-Amélie Lombard-Latune

LE FAIT DIVERS à quelques jours d'un scrutin, depuis l'agression de « Papy Voise » en pleine présidentielle de 2002, est guetté, anticipé, instrumentalisé. Dans la fébrilité politique actuelle, l'affaire de Courbevoie, sordide, est venue électriser encore la campagne. A la sauvagerie des faits présumés, qui avait frappé les esprits en avril 2002 à la veille de l'élimination de Lionel Jospin, s'ajoute aujourd'hui l'ombre d'un antisémitisme qui ne cesse de gagner du terrain.

Le simple énoncé des faits présumés est glaçant. Une toute jeune fille de 12 ans a, selon son récit, été séquestrée, frappée, violée et traitée de « sale juive » samedi 15 juin en fin de journée dans une crèche désaffectée de cette ville proche de la Défense. Elle livre des détails. Ses agresseurs, âgés de 12 et 13 ans, qui ont menacé de la brûler, de la tuer si elle parlait à la police, lui ont réclaté 200 euros. Le plus jeune d'entre eux serait son ex-petit ami. Il aurait expliqué être en colère parce que la victime lui aurait caché sa religion, selon les informations du *Parisien*. Un autre lui aurait reproché de « mauvaises paroles à propos de la Palestine ».

Des images de vidéosurveillance attestent de la présence sur les lieux des trois suspects. Deux d'entre eux sont mis en examen pour « viol en réunion, menaces de mort, injures et violences antisémites » et écroués. Le troisième, âgé de 12 ans, est témoin assisté pour la qualification de viol.

La dimension antisémite est aussitôt relevée et condamnée. Flairant le danger, Jean-Luc Mélenchon prend les devants : « Horrifié par ce viol à Courbevoie et tout ce qu'il met en lumière concernant le conditionnement des comportements masculins criminels dès le jeune âge, et du racisme antisémite », écrit-il sur X. De son côté, François Ruffin dénonce : un « horrible viol antisémite ». « Ce crime odieux doit nous percuter au plus profond, sur ce qu'il révèle : le machisme crasse de jeunes hommes pour qui le corps des femmes est une chose, qui leur appartient », ajoute le député sortant de la Somme.

Flottement. Marine Le Pen s'élève contre « l'agression antisémite et le viol d'une enfant de 12 ans », avant de critiquer « la stigmatisation des juifs depuis des mois par l'extrême gauche à travers l'instrumentalisation du conflit israélo-palestinien ». « Chacun devra en avoir pleinement conscience les 30 juin et 7 juillet », prévient la cheffe de file du RN.

Antisémitisme, violences sexuelles, criminalité de mineurs de plus en plus violents, de plus en plus jeunes : tous ces thèmes se percutent dans l'affaire de Courbevoie. Le maire (LR) de Courbevoie, Jacques Kossowski, va jusqu'à dire, face à la caméra de BFMTV, à propos des adolescents mis en cause que « ce ne sont plus des êtres humains ».

Plusieurs responsables de la communauté juive prennent la parole pour condamner cet antisémitisme décuplé depuis l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023. « Horrifié », le grand rabbin de France, Haïm Korsia, juge sur X que « nul ne saurait être dédouané face à ce déferlement antisémite sans précédent ».

Les réactions s'enchaînent, jusqu'à celle d'Emmanuel Macron mercredi, décrit comme prononçant « une parole solennelle et grave » par un participant au conseil des ministres. Le Président demande à sa ministre de l'Education nationale, Nicole Belloubet, d'organiser « un temps d'échange dans toutes les écoles sur la lutte contre l'antisémitisme et le racisme ». Flottement rue de Grenelle où l'on sait que les enseignants n'apprécient guère d'être les pompiers des maux de la société et objectent déjà que les délais sont courts en cette fin d'année scolaire. Une autre polémique démarre.

@malombard X

Prises en tenaille entre le bloc de gauche et le Rassemblement national, les entreprises font face à un mur de mesures économiques jugées dangereuses

RN, Nouveau Front populaire: les lignes rouges du patronat

Red flags

Jeudi matin, Edouard Philippe (Horizons), Eric Coquerel et Boris Vallaud (Nouveau Front populaire), Jordan Bardella (RN), Bruno Le Maire (Ensemble pour la République) et Bruno Retailleau (Les Républicains) viendront **défendre leurs programmes devant un parterre de représentants patronaux.**

Sarah Spitz

ILS SONT ATTENDUS À PARTIR DE 8 heures péta-ntes rue de la Boétie, dans le VIIIe arrondissement de Paris. Les membres d'une dizaine d'organisations patronales préparent aux petits oignons les questions qu'ils adresseront pendant quatre heures aux différents partis en lice pour les législatives.

Les auditionnés sont attendus au tour-nant. Pris en tenaille entre des mesures jugées catastrophiques pour l'économie et un grand flou exacerbé par des rétropédalages au jour le jour, le patronat n'en finit pas d'angoisser sur l'avenir des entreprises, particulièrement face aux propositions du Rassemblement national (RN) et du Nouveau Front populaire (NFP).

Habituellement frileux à l'idée de s'exprimer officiellement en faveur d'un parti ou de l'autre, les patrons n'hésitent plus à sortir du bois. Les orateurs attendus demain n'ont qu'à lire leurs remarques s'ils veulent les convaincre. Une liste non exhaustive...

« **Impensé** ». La première ligne rouge, souvent placée en tête de liste par les représentants interrogés, est l'abrogation de la réforme des retraites proposée par la gauche et source de tergiversations du côté du RN. Cela « conduira à creuser les déficits », dénonce le Medef et serait « incompatible avec la pyramide des âges », ajoute Audrey Louail, présidente du réseau d'entrepreneurs CroissancePlus. Un signal jugé très mauvais tant pour l'attractivité française que pour la « valeur travail » si elle se couple à l'abandon de la réforme de l'assurance-chômage, portée par les deux coalitions.

Le deuxième point dur concerne l'aug-

mentation des salaires. Le NFP veut le smic à 1600 euros, que certains mettent en regard de la proposition du RN d'augmenter les salaires de 10%. « On tue les PME avec ça », lâche Eric Chevée de la Confédération des PME. « Augmenter le smic va déséquilibrer toute la grille de salaires et va envoyer de nombreuses petites entreprises au tapis ! Le choc que cela va provoquer sera extrêmement contre-productif », poursuit son homologue de l'U2P, Michel Picon. Face à la hausse des défaillances d'entreprises, l'AGS, régime qui garantit les salaires en cas de faillite, a d'ailleurs acté ce mardi une nouvelle hausse des cotisations.

Le projet anti-immigration du RN fait aussi bondir, notamment du côté des start-up. « Depuis dix ans, nous avons fait émerger la France sur la carte mondiale comme une capitale d'innovation, en particulier sur l'IA. S'il y a bien un problème pour les start-up, c'est qu'elles ont besoin de capitaux et de talents pour accélérer. On ne peut pas se passer d'immigration et d'investisseurs étrangers », pointe Maya Noël, à la tête de France Digitale. Elle regrette aussi que le volet technologie n'ait pas trouvé sa place dans les programmes présentés à ce jour. Une de ses homologues souligne un autre « impensé », celui de la transition écologique : « Tout ce que propose le RN de ce point de vue est une mise en danger très claire. »

Blocage. Au bout du bout, entre la gauche et du RN, qui franchit le plus de lignes rouges patronales ? La question est surtout celle de l'applicabilité des programmes. « Je suis très inquiet du scénario de gauche, qui a le plus de chances d'être appliqué. Une bonne partie de ses membres a déjà gouverné, contrairement au RN », glisse un représentant patronal. Patrick Martin, président du Medef, semble également pencher en ce sens. Le programme du RN est dangereux, et « celui du Nouveau Front populaire l'est tout autant, voire plus », dit-il dans un entretien accordé au Figaro ce mercredi.

« On a soit un programme de repli sur le marché français qui ne pèse pas grand-chose face au marché mondial, soit un choc fiscal qui entraverait l'investissement alors qu'on a le mur de la décarbonation devant nous... »,

résume un autre porte-parole patronal. Les retours en arrière et hésitations du RN sur certaines mesures ne les rassurent pas plus. « Le RN efface les aspérités de son programme. Il y cache tout et son contraire, juge Michel Picon de l'U2P. S'il arrive finalement au pouvoir, mais qu'il ne touche à rien, vous imaginez la déception de leurs électeurs ? Leur colère sera encore pire. »

Tous s'accordent à dire que c'est l'instabilité des programmes et le flou ambiant qui fait le plus de mal aux entreprises. « Ce que nous craignons en priorité, c'est une situation de statu quo telle que nous la vivons actuellement. Les investissements ralentissent, les budgets innovation sont gelés, nous constatons aussi un ralentissement des opérations de fusions-acquisitions et les nouvelles commandes sont à l'arrêt. Si les entreprises sont réduites à survivre sans pouvoir se projeter dans l'avenir, ça va être dur », prévient Audrey Louail. Pour un autre cadre patronal, « le vrai scénario du pire, c'est le blocage ».



SIPA PRESS

Face à des représentants du patronat, **Jordan Bardella** défendra le programme économique du Rassemblement national et **Boris Vallaud** celui du Nouveau front populaire.

Anne Hidalgo assure qu'une arrivée du RN au pouvoir ne changerait rien pour les Jeux olympiques JO: Paris en « phare » face à l'extrême droite

Résistance

Pour faire la preuve par l'exemple de la baignabilité de la Seine, Anne Hidalgo avait décidé de mouiller le maillot et de s'y baigner. Ce devait être le 23 juin, mais c'était sans compter les pluies torrentielles qui ont dégradé la qualité de l'eau ; puis le 30 juin... mais la dissolution est passée par là. **Ce sera finalement « probablement le 15, 16 ou 17 juillet », soit une dizaine de jours avant le début des JO, comme elle l'a annoncé mercredi.**

Jon Elizalde

OFFICIELLEMENT, LA CONFÉRENCE de presse avait pour objet de faire un « point d'étape sur les derniers préparatifs » en vue des JO, à 37 jours de la cérémonie d'ouverture. Mais, étant donné le contexte politique, Anne Hidalgo l'a convertie en une tribune politique, afin de répondre aux nombreuses inquiétudes qu'elle dit recevoir « du monde entier » quant aux conséquences sur les JO d'une éventuelle arrivée du RN aux manettes, dans moins de trois semaines. Sous les dorures du Salon des Arcades de l'Hôtel de Ville, accompagnée de plusieurs adjoints et maires d'arrondissements, la maire de Paris s'est donc lancée dans un long et vibrant hommage à l'histoire de Paris et à son ADN, « une terre de résistance ».

Rappelant le contexte dans lequel la candidature des Jeux de Paris s'est inscrite - les attentats terroristes de 2015 -, Anne Hidalgo a évoqué tour à tour la Révolution française, la Commune de Paris, la résistance contre le régime de Vichy, la Libération en 1944, le Conseil national de la résistance pour prouver que la ville qu'elle dirige depuis dix ans est « un phare, qui se relève toujours et défend fièrement les droits humains » et que ses habitants sont « les dépositaires de ce legs précieux, les héritiers de ces combats qui coulent dans nos veines ».

« **Venez !** » Avec tout cela, on avait failli oublier les JO. Quel lien avec l'événement sportif à venir ? Paris, dit sa maire, porte les mêmes valeurs que l'olympisme, à commencer par l'humanisme. « J'ai toujours estimé que les Jeux olympiques jouent un rôle majeur dans la géopolitique mondiale. » Alors que le RN pourrait faire un carton dans les urnes le 7 juillet, « je dis donc à tous ceux qui s'inquiètent, qu'ils soient Français ou étrangers : venez ! Les Jeux olympiques seront joyeux, populaires, ouverts au monde. Ce sera bien plus enthousiasmant que la guerre et le chaos qu'on nous promet. Paris sera un endroit où l'on pourra continuer à respirer la démocratie. » Dans ce contexte, « je suis encore plus heureuse d'accueillir les Jeux olympiques et paralympiques, pour propager un message de paix et de respect ».

Dans la capitale française, « qui compte 120 nationalités et où un habitant sur quatre est né à l'étranger, dont moi, qui revendique fièrement ma double nationalité [elle est née en Espagne] », « l'extrême droite n'a pas sa place ». D'ailleurs, fait remarquer Anne Hidalgo, c'est dans la capitale qu'elle a fait ses plus bas scores aux européennes. « Et ce n'est pas pour des questions sociologiques, mais politiques. Il n'y a que dans le 16e et le 7e arrondissement que le RN a percé. »

« Nous allons nous battre pour empêcher que le RN arrive au pouvoir. Nous avons toujours lutté contre l'extrême droite, pas seulement en paroles, mais aussi dans les actes, en investissant massivement dans les quartiers populaires, en défendant les services publics, etc. » En un mot comme en cent, Paris et les Jeux 2024 resteront des bastions d'humanisme et de résistance, même en cas de victoire du RN.

Voilà pour le combat politique. Mais quid de l'organisation des Jeux elle-même ? Peut-elle être perturbée par un changement de majorité ? « Sur les aspects techniques, nous sommes prêts. Il n'y a plus d'arbitrage majeur à rendre sur la sécurité, les infrastructures, les militaires, etc. » Quant à la cérémonie d'ouverture, la maire de Paris s'est évertuée à assurer que la dissolution ne changeait rien : « Il n'y a pas de plan B ! », a-t-elle assé-né une dizaine de fois.

@Jon_Elizalde

Une action spécifique suffirait à la puissance publique pour disposer d'un droit de regard sur l'évolution actionnariale du groupe Le sénat recommande à l'Etat d'entrer au capital de TotalEnergies

Consensuel

La commission d'enquête sénatoriale souhaite notamment que TotalEnergies reste français, qu'il accélère sa transition énergétique, et que la France cesse d'importer du gaz naturel liquéfié par son intermédiaire. Les associations écologistes déplorent le manque d'ambition de la plupart des 33 recommandations du rapport.

Irène Inchauspé et Muriel Motte

« ON AVAIT RÉGLÉ le problème de ce rapport avant la dissolution. En fait, on avait anticipé », s'est amusé un Yannick Jadot bien fatigué, en présentant, mercredi, les conclusions de la commission d'enquête sénatoriale sur TotalEnergies, dont il était rapporteur.

En décembre dernier, le groupe écologiste avait lancé les travaux sur « les moyens mobilisés et mobilisables par l'Etat pour assurer la prise en compte et le respect par le groupe TotalEnergies des obligations climatiques et des orientations de la politique étrangère de la France ». Des semaines d'audition de ministres, de grands patrons du CAC 40, de climatologues et du PDG de la major ont abouti à un rapport adopté à l'unanimité (moins une abstention). Ce n'est pas banal et c'était loin d'être acquis au début des discussions. « C'était un peu tendu », a admis mercredi Roger Karoutchi, le président (LR) de la commission d'enquête.

« Si Yannick Jadot souhaite que son rapport soit voté, je ne vois pas très bien ce qu'il pourrait y mettre », pointait il y a quelques semaines la sénatrice LR Sophie Primas, membre de cette commission, qui déplorait alors « une forme d'obsession du rapporteur pour qui Total incarne le mal climatique absolu ». L'Élu écologiste a finalement mis de l'eau dans son vin. « Ce rapport, c'est l'intelligence du compromis », a-t-il d'ailleurs reconnu. Au total, sur 33 propositions formulées, six seulement concernent le groupe présidé par Patrick Pouyanné, les autres étant plus largement dédiées à la transition énergétique et à l'action de l'Etat et de l'Europe dans ce domaine.

« **Veto** ». La plus emblématique recommande l'acquisition par l'Etat d'une action spécifique. Celle-ci confère aux pouvoirs publics des prérogatives exorbitantes du droit commun dans le capital d'une entreprise exerçant son activité dans des secteurs économiques jugés sensibles. C'est le cas dans le groupe de défense Thales, notamment. Aux yeux de la commission d'enquête, c'est aussi justifié chez TotalEnergies, acteur majeur de notre souveraineté énergétique.

« Cette action spécifique donnera à l'Etat un droit de regard et un droit de veto, notamment pour éviter que le groupe ne quitte la France », a justifié Yannick Jadot, faisant référence à la réflexion entamée par le groupe

concernant une éventuelle cotation primaire à New York. « Nous avons confiance dans le fait que TotalEnergies reste français, mais Patrick Pouyanné n'est pas éternel, a renchéri Roger Karoutchi. Si un autre dirigeant voulait en faire une compagnie américaine, l'Etat pourrait s'y opposer. »

Sur ce sujet, un débat a eu lieu au sein de la commission, mais l'action spécifique, acquise au prix d'un titre normal (63 euros) vaut moins cher que 5 % du capital, qui auraient coûté la bagatelle de sept milliards d'euros aux finances publiques...

Parmi les autres recommandations figure la nécessaire accélération de la transition verte chez la major française, même si dans ce domaine « TotalEnergies est plutôt en meilleure posture que ses concurrents, avec 35 % de ses investissements consacrés aux énergies renouvelables », a admis Roger Karoutchi. Le rapport préconise aussi l'arrêt des importations de gaz naturel liquéfié en provenance de Russie, pour lesquelles la France a encore dépensé 600 millions d'euros au premier trimestre. Ainsi que la fin des projets impliquant des entreprises françaises, dont TotalEnergies, dans les hydrocarbures en Azerbaïdjan. Quel sort l'avenir politique réserve-t-il à ces propositions ? Quoi qu'il en soit, « le groupe est un fleuron et doit le rester », a conclu Roger Karoutchi.

@iinchauspe
@murielmotte

Le chef de l'Etat reçoit jeudi plusieurs de ses homologues africains avec lesquels il abordera le partenariat sécuritaire avec Paris

En Afrique, Macron veut une coopération militaire « à la carte »

Réarticulation

Emmanuel Macron s'entretiendra ce jeudi avec les présidents de quatre pays africains (Rwanda, Ghana, Sénégal, Botswana) avec lesquels la France a une coopération militaire plus ou moins poussée. Paris met sur la table plusieurs sujets (formation, entraînement, équipements) à l'heure où l'exécutif réfléchit à une réarticulation de son dispositif sur le continent.

Pascal Airault

EMMANUEL MACRON a demandé à ses équipes de travailler à la démilitarisation de l'image de la France en Afrique. Une posture communicationnelle qui vise à ne plus prêter le flanc à la critique des opposants et activistes hostiles à la présence des soldats tricolores sur le continent. Fini l'appui au combat des armées sahéliennes depuis le départ de l'armée française du Sahel central (Mali, Burkina Faso et Niger) et les communiqués victorieux sur la neutralisation des terroristes.

L'heure est à la réflexion depuis fin 2022 et la demande élyséenne de réarticulation du dispositif français en Afrique. Paris assure ne pas avoir de canevas prédéterminé et promet de s'adapter aux attentes de ses partenaires. Les ministres des Affaires étrangères et des Armées sont allés plusieurs fois discuter avec leurs homologues sur le continent avant que Jean-Marie Bockel, l'envoyé spécial d'Emmanuel Macron en Afrique, ne prenne le relais depuis le début de l'année.

Rien n'est encore arrêté et les discussions se poursuivent au sein l'exécutif. A gros traits, les diplomates voient d'un bon œil la réduction de l'empreinte militaire quand l'armée souhaite sauvegarder le dispositif de coopération le plus large possible, même si les effectifs doivent être réduits.

Voilure. Un maintien de certaines bases françaises, comme en Côte d'Ivoire ou au Tchad, offrirait la garantie d'une certaine liberté d'action, de la poursuite des financements et de la possibilité de secourir nos ressortissants en cas de crise. C'est notamment le

C'est au Sénégal que la présence française pourrait subir la plus importante évolution

cas des bases aériennes projetées (BAP). Pour l'instant, les Armées maintiennent un dispositif de 3 000 hommes en Afrique de l'Ouest et du centre dont 1 000 sont prépositionnés au Tchad, le restant au Gabon, en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Mais la voilure va être réduite, particulièrement celles des effectifs permanents. Et les bases permanentes françaises devraient passer en cogestion avec les armées locales et pourraient accueillir à terme d'autres militaires européens.

Le président Mahamat Déby, qui vient d'être reconduit à la tête du Tchad à l'issue de la transition, souhaite préserver cette présence, mais s'est ouvert à d'autres partenariats. De 100 à 200 soldats hongrois devraient arriver prochainement dans le pays. N'Djaména développe aussi ses relations sécuritaires avec Moscou. Elle fait notamment transiter des effectifs russes à destination du Soudan ou le Kremlin et le Tchad appuient le général



MINISTÈRE DES ARMÉES

L'armée française maintient pour l'instant un dispositif de 3 000 militaires en Afrique de l'Ouest et du centre.

Mohammed Hamdan Daglo, dit « Hemetti », dans son combat contre l'armée régulière.

En Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara a aussi manifesté sa volonté de préserver la coopération avec la France. Paris et Abidjan ont lancé en 2021 l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme de Jacquville. Au Gabon, le général Oligui, président de la transition, a le même souhait. Paris devrait continuer ses actions de formation au sein de l'Ecole nationale à vocation régionale de Libreville, dédiée à l'expertise des forces de défense et de sécurité de la région.

Souveraineté. C'est au Sénégal que la présence française pourrait subir la plus importante évolution. Le nouvel exécutif a manifesté sa volonté de retrouver une souveraineté en matière de défense. « Il n'est pas exclu que les bases françaises ferment et soient remplacées par un dispositif de coopération beaucoup plus léger », prédit un diplomate.

Plus globalement, la France devrait intensifier ses actions de coopération civile. Plusieurs projets sont à l'étude dans les douanes, la gendarmerie, la protection. La France projette aussi de développer des partenariats dans la cybersécurité et la lutte informationnelle pour contrer la propagande et les fake news.

Autre sujet que les décideurs français doivent prendre en compte : celui des équipements. Les alliés de la France sont en demande de matériel adapté à leur théâtre, particulièrement des drones, à des prix compétitifs. La direction générale de l'armement et le complexe militaro-industriel ont été sensibilisés pour répondre aux sollicitations.

De nombreuses propositions devraient être inscrites dans le rapport de Jean-Marie Bockel, déjà largement écrit. Sa remise est officiellement prévue pour le mois de juillet, mais, avant cela, l'ancien ministre de la Coopération devra effectuer une mission au Sénégal, seul pays qu'il n'a pas encore visité, afin de finaliser les discussions qui auront lieu, jeudi, entre le président français et son homologue sénégalais. Mais le maître mot devrait être de proposer des dispositifs « à la carte » en fonction des besoins des alliés africains.

@P_Airault

Véhicules électriques. La Chine n'est pas prête à lâcher le morceau face à l'UE

RÉPONSE DU BERGER À LA BERGÈRE, la Chine a décidé d'ouvrir une enquête antidumping sur les importations de viande de porc en provenance de l'Union européenne (UE), ouvrant ainsi la voie à l'imposition éventuelle de droits de douane sur la viande préférée des consommateurs chinois.

Cette décision intervient moins d'une semaine après celle de l'UE de surtaxer les véhicules électriques chinois jusqu'à hauteur de 38,1% à partir du 4 juillet. L'enquête portera sur les importations de viande de porc en provenance de l'Union, ainsi que sur les sous-produits comprenant la graisse et les abats. Elle

devrait s'achever le 17 juin 2025, mais pourrait être prolongée de six mois si nécessaire, a indiqué le ministère du Commerce chinois dans un communiqué.

Dans le même temps, le vice-Premier ministre chinois Ding Xuexiang, qui participait, mardi, au 5^e dialogue de haut niveau sur l'environnement et le climat entre la Chine et l'Union européenne, a qualifié de « protectionnisme » la hausse des droits de douane, estimant que cela « ne favorise pas la transformation verte de l'UE et sape la coopération mondiale dans la lutte contre le changement climatique ».

Le Premier ministre israélien accuse Washington de retarder l'envoi d'armes dans une vidéo destinée aux électeurs américains

Pourquoi Netanyahu lave son linge sale en public avec Biden

Tensions

Invité par des leaders républicains, Benjamin Netanyahu prononcera un discours au Congrès américain le 24 juillet. Plusieurs démocrates ont annoncé le boycott de cet événement. Joe Biden, de son côté, n'a pas encore prévu de rencontrer son partenaire israélien.

Lola Ovarlez

LE PREMIER MINISTRE ISRAËLIEN a lancé une nouvelle attaque contre Joe Biden en publiant une vidéo dans laquelle il critique sa décision de suspendre l'aide militaire américaine. « Il est inconcevable qu'au cours des derniers mois, l'administration ait retenu des armes et des munitions pour Israël », a-t-il déclaré mardi, sur X.

Le gouvernement américain a réagi en affirmant « ne pas savoir de quoi il parle », précisant que le Président n'avait annoncé qu'une seule fois, publiquement, la suspension de l'envoi de bombes début mai. Il considère surtout la déclaration de Bibi comme une preuve d'ingratitude, alors que les Etats-Unis ont fait preuve d'un soutien quasi-inconditionnel à Israël depuis les attaques du 7 octobre, malgré les appels d'une partie de la population et du camp démocrate à conditionner l'aide militaire. En réaction, Joe Biden a annulé une réunion stratégique sur l'Iran, selon Axios. Une décision qui fait écho à celle de Benjamin Netanyahu en mars, en raison de l'abstention des Etats-Unis à un vote à l'ONU.

Désaccords. Depuis huit mois, les relations entre Israël et les Etats-Unis ne cessent de se dégrader, en raison de désaccords entre les deux dirigeants au sujet de la guerre à Gaza et du jour d'après. Mais Benjamin Netanyahu a préféré laver son linge sale en public, plu-

tôt que d'utiliser les voies diplomatiques. « C'est Netanyahu dans toute sa splendeur », souffle Aaron Miller, chercheur au Carnegie Endowment for International Peace qui a pratiqué l'Israélien lorsqu'il était au département d'Etat américain sous George H. W. Bush. A l'époque adjoint au ministère des Affaires étrangères, il avait affirmé que la politique extérieure américaine était « fondée sur des mensonges ». James Baker, le secrétaire d'Etat, l'avait alors banni de toute entrée dans son ministère.

Le Premier ministre israélien est aujourd'hui plus que jamais sous pression chez lui. Ainsi s'efforce-t-il d'être une épine dans le pied de Joe Biden pour apaiser ces ministres d'extrême droite qui veulent prolonger la guerre à Gaza et menacent de faire exploser sa coalition gouvernementale. Pour ces mêmes raisons, il continue de refuser de soutenir publiquement le plan de cessez-le-feu permanent détaillé par Joe Biden, plaidant publiquement pour « finir le travail », c'est-à-dire exterminer le Hamas. « Tout n'est que jeu et politique intérieure. Bibi se protège coûte que coûte de sa coalition de droite », reprend l'ancien fonctionnaire américain.

En cherchant à contrôler la situation sur le plan domestique, Benjamin Netanyahu fragilise Joe Biden dans son pays. Le président américain est aujourd'hui forcé de supporter les provocations israéliennes pour dépressuriser la situation au Moyen-Orient, libérer les otages américains à Gaza et remporter l'élection présidentielle de novembre. Tandis que les démocrates lui reprochent son indulgence, les républicains et encore une majorité d'Américains l'accusent de mollesse. Or, avec sa vidéo, Benjamin Netanyahu « démontre que les républicains sont les seuls à défendre Israël, poursuit Aaron Miller. Après tout, s'il pouvait voter aux Etats-Unis, il soutiendrait Donald Trump. »

@lolaovarlez

La possible nomination de la Première ministre estonienne à la tête de la diplomatie de l'UE suscite des craintes et des espoirs en Asie

Pékin et Taipei s'intéressent aux « top jobs » européens

Stratégie

Le projet de tunnel entre la Finlande et l'Estonie sous le golfe de Finlande est en négociations entre les deux pays depuis plusieurs années. Le débat principal tourne autour de la participation d'entreprises chinoises, privilégiée par Helsinki.

Claude Leblanc

ALORS QUE LES NÉGOCIATIONS sur les « top jobs » à la tête de l'Union européenne vont bon train, la possible nomination de la Première ministre lettone, Kaja Kallas, au poste de haut représentant aux Affaires européennes - occupé aujourd'hui par l'Espagnol Josep Borrell -, est observée avec attention des deux côtés du détroit de Taïwan. A Pékin comme à Taipei, sa nomination ne serait pas perçue de la même manière.

En tant que chef du gouvernement letton, sa position sur le dossier taïwanais a, en effet, été source de tensions avec la Chine alors qu'elle a permis à Taïwan de trouver un relais au sein de l'Union européenne. Du point de vue chinois pointe la crainte de voir les instances européennes faire un usage de la carte taïwanaise dans un contexte de relations bilatérales difficiles, notamment au niveau commercial avec la question de la surtaxation des véhicules électriques chinois et les contremesures de Pékin sur le porc et les spiritueux.

A Taipei, la perception est bien différente au sein de la nouvelle administration du président William Lai, entré en fonction il y a un mois. « Le soutien de l'Europe donne à Taïwan la force de continuer à aller de l'avant », a-t-il déclaré, la semaine dernière, lors d'un dîner organisé dans la capitale par la Chambre de commerce européenne. Ces propos illustrent l'importance qu'a prise l'UE dans la politique étrangère taïwanaise.

Initié sous la présidence de Tsai Ing-wen, le rapprochement avec le Vieux Continent est au cœur des préoccupations du nouveau dirigeant qui a compris que plus personne ne doute en Europe des implications directes du sort de Taïwan sur la sécurité européenne. La guerre en Ukraine a accéléré cette prise de conscience, plus particulièrement dans les pays limitrophes de la Russie, comme les Etats baltes. Le soutien que Pékin a accordé à Moscou dans le conflit a incité ces gouvernements à accentuer leur intérêt pour Taipei.

Foudres. Après la Lituanie, qui a subi les foudres de la Chine en autorisant l'ouverture d'un bureau de représentation de Taïwan, l'Estonie a fait l'objet de pressions de Pékin après avoir annoncé son intention d'accueillir « une représentation économique ou culturelle non diplomatiques de Taipei » à Tallinn. Le gouvernement chinois a alors appelé « la partie estonienne à respecter son engagement solennel à l'égard du principe d'une seule Chine ». « Dans nos relations avec la Chine, nous visons une politique unifiée de l'Union européenne et le développement d'une large coopération avec des partenaires de même sensibilité, principalement nos alliés transatlantiques », a répondu le ministre des Affaires étrangères Margus Tsahkna.

Si Kaja Kallas dirige la diplomatie européenne, Pékin doit s'attendre à ce que la question taïwanaise, abordée pour la première fois en décembre 2020 lors du sommet annuel de consultation entre l'UE et la Chine, reste au cœur des discussions bilatérales. Cela ne changera pas fondamentalement l'attitude de Bruxelles à l'égard de Taïwan, mais permettra à Taipei d'exister internationalement alors que, depuis 2016, Pékin n'a de cesse d'isoler diplomatiquement ce territoire, dont il souhaite le rattachement au continent.

@Japonline

Conférences by l'Opinion



Les entreprises seront-elles prêtes pour la CSRD ?

CONFÉRENCE DIGITALE

Jeudi 12 septembre 2024

De 9h à 10h

Découvrir
le programme
et s'inscrire



Informations et inscriptions gratuites : www.lopinion.fr/evenements

En partenariat avec :

**forv/s
mazars**

Avec le soutien de :



Dauphine
ALUMNI

La fabrique de l'Opinion

L'invité du 8 Bellini

Victor de Couëssin

« Recrutement : quand réindustrialisation et féminisation riment avec internationalisation »

La féminisation des instances de direction de nos entreprises françaises est un délicat sujet d'actualité. Rien de nouveau à cela. Poussées par le régulateur, les entreprises s'y attellent de façon plus systématique et engagée, la féminisation s'étant ajoutée aux paramètres clés qui animent les plans de succession. En parallèle, l'intention de réindustrialisation est là.

Féminisation des instances de direction et réindustrialisation occupent séparément l'actualité et animent les débats. Il est cependant nécessaire que nous apprenions aussi à les considérer simultanément. D'après une étude réalisée en 2020 par France Stratégie (organisme dépendant du Premier ministre), la France a perdu depuis 1980 près de la moitié de ses effectifs, soit 2,2 millions d'emplois ; parmi les grands pays industrialisés, la France est par ailleurs celui qui a subi la plus forte désindustrialisation, avec le Royaume-Uni. Face à un tel constat, une question s'impose : comment peut-on aujourd'hui simultanément répondre aux défis de la réindustrialisation et de la féminisation des instances de direction ?

La question mérite d'autant plus d'être posée au regard des objectifs fixés par la loi Rixain ; dès le 1^{er} mars 2026, toute entreprise de plus de 1000 salariés devra en effet compter au moins 30% de femmes et d'hommes cadres dirigeants et au moins 30% de femmes et d'hommes parmi les instances dirigeantes. Cet objectif passera à 40% en 2029.

En désindustrialisant, nous avons peu à peu largement réduit le vivier de dirigeants et dirigeantes industrielles. Les entreprises industrielles françaises sont désormais trop peu nombreuses pour être le vivier de nos futures dirigeantes industrielles. La très grande majorité des dirigeantes que nous avons en effet rencontrées les dernières années pour des rôles de direction générale d'activité ou région au sein d'entreprises industrielles (au niveau du comité exécutif ou reportant au comité exécutif) sont non françaises ou françaises mais issues d'entreprises non-françaises.

Réindustrialisation et féminisation peuvent aller de pair à la condition que nous soyons disposés à former et recruter des profils non français (ou français mais issus d'entreprises non françaises), dont les parcours et les entreprises nous seront moins familiers. Sommes-nous prêts ? En avons-nous assez conscience ?

LE LEURRE DE L'ENTREPRISE ANGLOPHONE

C'est une évidence : l'engagement pour la diversité de genre suppose en premier lieu la capacité à intégrer des dirigeantes qui ne maîtriseront pas ou peu le français. La généralisation de la langue anglaise comme langue de travail laisse croire à premier abord que cet obstacle peut être facilement levé. Cependant, les projets de recrutement où il nous est demandé de recruter un dirigeant, quelle que soit sa nationalité « mais ayant une bonne maîtrise du français », sont fréquents !

L'anglais n'a pas encore été adopté par toutes nos entreprises pour les réunions du comité exécutif et du conseil d'administration. Par ailleurs, il n'est pas rare que la langue anglaise se soit généralisée au sommet d'une organisation, mais que le niveau d'anglais soit disparu dans le reste de l'entreprise. L'intégration d'une dirigeante ayant un niveau faible ou nul en français peut être fragilisée parce que l'essentiel du « small talk » de l'organisation lui échappe.

Ainsi, intégrer une dirigeante non-françophone peut être faisable sur le papier. Mais très difficile dans la réalité sans certains garde-fous. La capacité à tenir les réunions du comité exécutif et du conseil d'administration en anglais et la disposition des membres de ces instances à opérer la bascule nous semblent un premier prérequis.

FONCTIONS « REINES » ET PLANS DE SUCCESSION

Féminisation et réindustrialisation peuvent aller de pair si nous sommes aptes à recruter des dirigeantes industrielles dont la carrière, construite dans d'autres environnements, a obéi à d'autres dynamiques. Oserons-nous parier sur une candidate dont le profil ne répondrait pas exactement au profil « type », défini formellement pour un plan de succession ? Certains recrutements exigeront un compromis entre les différents critères recherchés, nécessitant un accompagnement approfondi de la candidate retenue. L'audace mesurée sera une des règles du jeu, un pari trop important présentant un risque pour la candidate comme l'entreprise, mais le pari sera nécessaire.

Il faudra de plus accepter d'autres schémas de carrière et remettre en cause la logique des fonctions « reines », qui ont permis historiquement d'accéder aux postes clés de l'organisation. De grands groupes industriels sont parvenus à développer des dirigeantes de très haut niveau via des responsabilités croissantes ventes & marketing, supply chain,

« Sommes-nous disposés à donner la responsabilité d'une activité industrielle mondiale à une dirigeante dont la première expertise n'est pas industrielle, c'est-à-dire liée à l'optimisation de l'outil de production ? »



finance et recherche & développement. La filière ventes & marketing est particulièrement exploitée par certaines entreprises industrielles américaines et allemandes, puisqu'elle attire davantage de jeunes ingénieurs ou diplômées d'école de commerce que les filières industrielles.

Avec le temps, promus à des rôles de direction générale, ces profils haut potentiel passés par des responsabilités sur les marchés ou les clients ont pu acquérir une excellente compréhension des enjeux industriels, sans avoir gravi les échelons des responsabilités industrielles (direction d'usine, direction industrielle). Sommes-nous disposés à donner la responsabilité d'une activité industrielle mondiale à une dirigeante dont la première expertise n'est pas industrielle (liée à l'optimisation de l'outil de production) ?

OSER SORTIR DES SENTIERS BATTUS

C'est l'élément le moins tangible de cette réflexion. Il occupe une place discrète mais centrale à l'heure de la féminisation des postes de direction générale. Considérer des profils de dirigeantes non françaises et issues d'entreprises non françaises, c'est se confronter à des entreprises, industries, modèles d'organisation, parcours académiques et réseaux que nous maîtrisons moins. C'est accepter une culture différente et faire confiance à des dirigeants dont le profil ne répond pas au profil des « usual suspects » habituellement recrutés dans les sentiers battus des entreprises du SBF 120.

Les modèles d'organisation peuvent être une expression très concrète de cette culture différente. On sait le goût prononcé de certains grands groupes industriels allemands et américains pour les modèles d'organisation matricielle particulièrement aboutis et aux lignes de reporting multiples. On connaît aussi les risques associés à ces modèles d'une responsabilité trop « diluée » dans l'entreprise. Sommes-nous prêts à recruter une dirigeante de premier plan formée dans ce type d'environnement, quitte à l'accompagner dans sa prise de poste ?

Ou, sans même souhaiter la rencontrer, mettons-nous en doute d'emblée son « accountability », c'est-à-dire sa capacité à assurer une responsabilité de bout en bout, sur toute la chaîne de valeur ? Soyons disposés à parier sur le potentiel d'une dirigeante, comme nous le ferions pour un dirigeant à un même niveau de responsabilité.

La réindustrialisation de la France et la féminisation des instances dirigeantes des entreprises industrielles françaises peuvent être menées de front. Mais à la condition que nous acceptions que réindustrialisation et féminisation riment avec internationalisation. Notre capacité à modifier nos référentiels et à faire preuve d'audace dans les plans de succession sera fondamentale.

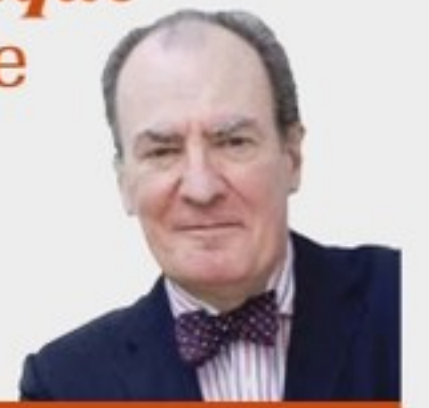
Parallèlement, nous serons appelés à investir davantage dans les dispositifs qui permettent l'intégration réussie d'une dirigeante issue d'un environnement différent (programme d'onboarding, mentorat, formation...). Mais ne considérons pas seulement cette dirigeante comme celle qui doit s'adapter à notre culture d'entreprise. Osons voir sa valeur ajoutée et tout ce qu'elle peut apporter à l'organisation. C'est aussi à cette condition que féminisation et réindustrialisation iront de concert.

Victor de Couëssin

Lignes de fond

L'Europe reste le plus solide garde-fou à l'aventurisme budgétaire

La chronique de Philippe Mudry



Le sérieux budgétaire ayant définitivement déserté nos cieux, au vu des promesses non financées dont nous régaler les grands blocs en lice pour gouverner le pays, le retour en grâce de la France aux yeux des investisseurs internationaux est menacé de disparition à brève échéance. Dans le cas plausible d'une crise de financement national, pourrait-elle compter sur un soutien de l'Union européenne ? Sûrement pas sans de très strictes conditions.

L'Europe n'est pas sans moyen pour soutenir les pays en difficulté. En première ligne, la Banque centrale s'est dotée, il y a deux ans, d'un « instrument de protection » destiné à assurer dans la zone euro une « diffusion » optimale de sa politique monétaire. Doté de moyens illimités, cet outil peut intervenir sur les marchés pour stabiliser la dette de ses membres en difficulté de financement dans le cas de circonstances exceptionnelles, sous réserve qu'elles ne soient pas « justifiées par des fondamentaux nationaux spécifiques ». Il s'agit d'un outil d'urgence de stabilité financière, mais nullement d'un filet de sauvetage garanti pour les pays optant délibérément pour une politique économique aventuriste.

Si le prochain cabinet français s'engageait dans une fuite en avant budgétaire, il est plus que probable que la BCE le laisserait d'abord assumer sur les marchés les conséquences de ses actes. Et s'il s'entêtait jusqu'à mettre en danger la stabilité financière européenne, c'est un conflit qu'il ouvrirait avec toute la gouvernance européenne, mais surtout avec l'ensemble de nos voisins.

MES. Notre pays n'aurait vite d'autre choix que de venir à résipiscence et négocier à Bruxelles, avec l'ensemble de ses partenaires, politiques cette fois. Eux aussi se sont pourvus, depuis la crise grecque des années 2010, d'un instrument d'urgence pour venir en aide aux pays de l'Union en difficulté, le « Mécanisme européen de stabilité » ; mais là encore sous conditions aussi précises que désagréables. Le MES vise lui aussi à « fournir une assistance financière aux pays de la zone euro connaissant ou risquant de faire face à des difficultés de financement ». Adossé à la puissance financière de ses membres, il peut intervenir sous diverses formes, mais uniquement « dans le cadre d'un programme d'ajustement macroéconomique ».

La France pèse 20% de son capital, ce qui ne sera pas suffisant pour éviter que d'humiliantes conditions politiques lui soient imposées. Elle se trouverait dans la situation plus que douloureuse qu'ont connue la Grèce ou le Portugal, sauf à suivre le chemin budgétaire de l'Italie, qui n'a pu échapper à une restructuration de sa dette qu'au prix de sa lente, pénible et handicapante résorption. Pour mesurer celui qui incomberait à la France, il ne reste qu'une poignée de jours à nos apprentis sorciers et à ceux tentés de les soutenir...

@PhMudry

PIERRE CHIQUELIN

l'Opinion BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU - 8, rue Bellini, 75116 Paris - www.lopinion.fr - Actionnaire : Bey Médias SAS. **Président, directeur de la publication** : Nicolas Beytout. **Vice-président, rédacteur en chef** : Rémi Godeau. **Rédacteurs en chef adjoints** : Olivier Baccuzat, Emmanuel Ginisty, Raphaël Legendre et Cécile Desjardins. **BEY MEDIAS PUBLICITÉS** - Tél : 01 40 69 46 96. **Directrice générale adjointe, commerce** : Cécile Colomb. **Publicité commerciale** : Ronan Daligault, Jean-Sylvain Laborde, Pierre-Louis Orsini. **Publicité financière** : Nicolas Wattinne. **SERVICE ABONNEMENTS L'OPINION** : 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : abonnements@lopinion.fr. Formule d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine : 319 €. **IMPRESSION** : Paris Offset Print (La Courneuve). Dépôt légal mai 2013 - ISSN : 2266-9922 / CPPAP : 1128 C 91894. Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées gérées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Eutrophisation : Pot 0,022 kg / tonne de papier.

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Et retrouvez Emmanuelle Ducros de l'Opinion à 8h50 pour sa chronique *Voyage en absurdie*

Aux Etats-Unis, être influenceur ne fait plus autant recette

Nombreux sont ceux qui rêvent de devenir des stars des réseaux sociaux comme le sont, aux Etats-Unis, MrBeast sur YouTube ou Charli D'Amelio sur TikTok. Mais avant de connaître la gloire, pour les aspirants créateurs de contenu, il faut commencer par réussir à boucler les fins de mois.

Clint Brantley s'est lancé à temps plein dans la création il y a trois ans. Sur TikTok, YouTube et Twitch, il commente l'actualité et les tendances du jeu en ligne Fortnite. Même s'il est suivi par plus de 400 000 personnes et que ses posts affichent en moyenne 100 000 vues, l'an passé, sa rémunération était inférieure au salaire médian aux Etats-Unis - 58 084 dollars, selon le Bureau of Labor Statistics.

A 29 ans, il hésite à louer un appartement parce que l'argent qu'il gagne vient essentiellement des pourboires en ligne et des partenariats : une source irrégulière qui peut se tarir à tout moment. Pour l'heure, il reste donc chez sa mère, qui vit dans l'Etat de Washington. « Je suis vulnérable », soupire-t-il.

Bien gagner sa vie en créant du contenu pour les réseaux sociaux n'a jamais été facile, mais c'est désormais de plus en plus difficile. Les plateformes sont moins généreuses et les marques sont de plus en plus exigeantes quant à ce qu'elles veulent tirer d'un partenariat. Et le risque bien réel d'une interdiction de TikTok en 2025 ne fait qu'accroître l'angoisse des influenceurs qui se demandent s'ils ne vont pas devoir envisager une reconversion plus tôt que prévu.

Un succès rarement instantané

Des centaines de millions de personnes postent régulièrement des vidéos et des photos sur le



TODD MEIER FOR THE WALL STREET JOURNAL

Depuis le mois de janvier, Tyler Haven publie des vidéos qui racontent sa « van life » avec sa femme. Selon lui, il n'a pas eu de mal à augmenter son audience parce que ses posts ne montrent pas une vie parfaite et inatteignable.

web pour divertir ou informer les utilisateurs des réseaux sociaux. D'après un rapport publié l'an passé par Goldman Sachs, environ 50 millions de créateurs de contenu gagnent de l'argent grâce à cette activité. Pour la banque d'investissement, leur nombre devrait augmenter de 10% à 20%

tous les ans d'ici 2028, congestionnant un domaine déjà passablement encombré. Le département américain du Travail ne fait pas de statistiques sur la rémunération des influenceurs.

Une chose est sûre : il peut falloir des mois, voire des années, pour réussir à gagner de l'argent.

Souvent, cette rémunération vient des réseaux sociaux, des partenariats, de la vente de produits dérivés ou des liens d'affiliation. Les enquêtes montrent toutefois que la persévérance finit par payer. Les influenceurs expliquent en effet qu'avec le temps, ils comprennent mieux quel type de post parle le

plus à leur public : avec ce contenu plus adapté, ils gagnent plus de followers, donc plus de possibilités de gagner de l'argent.

Mais attention : gagner de l'argent ne veut pas forcément dire gagner beaucoup d'argent. L'an passé, 48% des créateurs de contenu américains avaient tou-

ché moins de 15 000 dollars sur l'année, selon l'agence de marketing d'influence NeoReach. Et seuls 13% avaient passé la barre des 100 000 dollars.

L'écart tient à plusieurs facteurs, notamment le type de

Lire INFLUENCEUR en page II

Les drones ukrainiens deviennent plus intelligents face au brouillage russe

KIEV, Ukraine - Les drones qui sortent de l'usine ukrainienne d'ISR Defence ont le même aspect que ceux qui y étaient fabriqués avant l'invasion russe. Mais, à

l'intérieur, les composants ont complètement changé et, cela à plusieurs reprises, afin de permettre à ses drones de continuer à voler au-dessus du front.

Alors que les drones jouent un rôle de plus en plus important dans la guerre, les deux camps se livrent une bataille permanente pour être en mesure d'abattre les engins ennemis et de maintenir les leurs dans le ciel. Les capacités de la Russie et de l'Ukraine en matière de guerre électronique - ce qui consiste à perturber les signaux qui guident les drones pour les rendre pratiquement inutilisables - évoluent en effet très rapidement. Les initiatives des deux pays pour parvenir à contrer l'adversaire dans ce domaine sont aussi légion.

ISR a mis à jour l'équipement de navigation, l'antenne et le flux vidéo de son drone explosif afin qu'il n'utilise pas les fréquences ciblées par la Russie. D'autres fabricants s'efforcent de rendre leurs appareils plus autonomes, en limitant les informations qu'ils reçoivent de satellites ou d'opérateurs susceptibles de subir des perturbations.

« Prendre en compte le brouillage russe est un facteur crucial dans la production de drones », indique Vadym Yunk, cofondateur d'ISR. Un fabricant doit désormais pouvoir apporter des modifications à ces appareils en compressant la phase habituelle de recherche et de développement, ajoute-t-il.

Les entreprises occidentales sont, elles, désireuses de tirer parti de l'expérience ukrainienne. Certaines installent des centres de R & D dans le pays tandis que d'autres cherchent à investir dans des entreprises locales ou à s'associer avec elles.

Les drones se sont imposés dans la guerre en Ukraine. Grâce à leur surveillance et leur capacité de frappe sur la ligne de front, presque tous les mouvements peuvent être repérés et ciblés en quelques minutes. Alors que ces appareils traversent désormais la

Lire DRONES en page II

En Californie, ces élèves n'auront bientôt plus le droit au portable à l'école

Mardi 18 juin, le Los Angeles Unified School District (LAUSD) a voté l'interdiction des téléphones portables pendant toute la journée d'école, devenant la plus grande circonscription scolaire à prendre une telle décision à l'heure où l'usage des téléphones portables et l'addiction aux réseaux sociaux chez les jeunes suscitent de réelles inquiétudes. Mais faire en sorte que les élèves n'utilisent vraiment pas leurs téléphones risque de se révéler ardu.

À l'instar de nombreux districts scolaires, celui de Los Angeles applique déjà une politique d'interdiction du téléphone en cours tout en l'autorisant à l'heure du déjeuner et pendant les pauses. La mise en œuvre varie d'une classe à l'autre et les professeurs ont du mal à l'appliquer faute de conséquences cohérentes.

Cette initiative du comité scolaire de Los Angeles, qui a voté

à cinq contre deux pour l'interdiction, va permettre aux chefs d'établissements de discuter de stratégies visant à bannir totalement ces appareils à partir de janvier prochain. La portée de cette interdiction pourrait varier en fonction des niveaux, a précisé le comité scolaire.

Le district, le deuxième plus grand du pays, va envisager de faire ranger les téléphones dans des casiers ou des pochettes, une approche adoptée par un nombre croissant d'écoles et de districts scolaires du pays. Certains établissements ayant interdit les smartphones fournissent à leurs élèves des Light Phones, qui ne permettent que d'appeler et d'envoyer des messages.

Les professeurs de tout le pays sont confrontés à un usage envahissant du téléphone por-

Lire PORTABLE en page II



JOSEPH SYWENKYJ POUR THE WALL STREET JOURNAL

Un soldat ukrainien manipule un drone R-18 fabriqué par l'entreprise ISR Defence.

DRONES

Suite de la page 1

ligne de front des milliers de fois par jour, être en mesure de maintenir cette capacité et de la perturber chez l'adversaire est une priorité pour les deux camps : remporter cette compétition pourrait constituer un avantage pour les prochaines étapes du conflit.

La guerre électronique vise à brouiller les signaux envoyés à un

Les nouvelles règles adoptées par Kiev exigent que les fabricants de drones souhaitant vendre à l'Ukraine prouvent que leurs appareils peuvent résister au brouillage et voler sans communication par satellite

drone via des fréquences radio, ce qui bloque les commandes de l'opérateur et les données nécessaires à sa navigation.

C'est comme si l'on écoutait une émission sur une vieille radio et que l'on ne pouvait plus l'entendre parce qu'elle était submergée par des parasites, résume Dmytro Shymkiv, cofondateur d'AeroDrone, un fabricant ukrainien de drones.

Russes et Ukrainiens tentent d'inonder les drones de l'adversaire sous les signaux électrostatiques. La Russie est très forte à ce jeu, ajoute-t-il.

Au printemps 2023, l'Ukraine perdait environ 10 000 drones par mois à cause

des moyens de guerre électronique russe, selon un rapport du Royal United Services Institute, un groupe de réflexion britannique.

La guerre électronique existe depuis des décennies et a été essentielle pendant la Seconde Guerre mondiale pour brouiller les signaux radar. Depuis le début du conflit en Ukraine, les deux parties augmentent leur utilisation de systèmes de brouillage et s'efforcent d'améliorer leur efficacité en accroissant notamment leur portée et leur spectre de fréquences.

L'un des moyens d'échapper au brouillage consiste à modifier la fréquence utilisée par le drone pour pouvoir communiquer avec lui. Mais l'ennemi ne tarde pas à la trouver, ce qui engendre une incessante course-poursuite balayant tout le spectre.

L'Ukraine équipe presque tous ses véhicules opérant sur le front de dispositifs de brouillage. Les dispositifs de guerre électronique revêtent diverses formes, de simples antennes montées sur les véhicules à des canons portatifs ressemblant à des fusils futuristes.

« Vous utilisez une fréquence et le lendemain ils la modifient », témoigne Oleksiy Semenov, un opérateur de véhicule de combat d'infanterie, près d'Avdiivka, dans l'est de l'Ukraine.

Les fabricants de drones se tournent de plus en plus vers des équipements et des logiciels capables de filtrer les signaux dont leur drone a besoin pour résister au brouillage.

M. Shymkiv, d'AeroDrone, explique constamment tester des circuits imprimés, des antennes et d'autres nouveaux équipements pour filtrer ces brouillages. S'ils permettent de capter un signal plus clair, il peut les intégrer à ses drones.

Les drones de Quantum Systems sont dotés d'un système de saut de fréquence qui permet de passer automatiquement d'une fréquence radio à une autre en cas de brouillage. L'entreprise allemande dispose d'une équipe d'environ 40 employés pour fa-



SIPA PRESS

Un policier constate les dégâts causés par une attaque de drone russe sur une maison le 10 juin, à Orikhiv, dans la région de Zaporijia, en Ukraine.

briquer des drones à Kiev. Elle fait venir des pièces d'Europe pour adapter ses appareils aux nouvelles techniques de brouillage adverses, précise son directeur général Florian Seibel.

« La guerre électronique est d'autant plus importante que la guerre fait rage depuis longtemps, poursuit M. Seibel. Les nouvelles règles adoptées par Kiev ce mois-ci exigent que les fabricants de drones souhaitant vendre directement à l'Ukraine prouvent que leurs appareils peuvent résister au brouillage et voler sans communication par satellite. »

L'une des méthodes utilisées dans le pays pour réduire la dépendance des drones aux signaux satellitaires est la navigation visuelle. Le drone vole alors en comparant le terrain qu'il observe via sa caméra à une carte stockée dans ses systèmes.

Le ministère américain de la Défense a conclu des contrats avec des entreprises nationales dans le domaine de la navigation visuelle et effectue également ses propres travaux de développement sur cette technologie.

Un autre moyen pour les drones d'éviter le brouillage

consiste à utiliser le « pixel lock ». Ils se fixent sur une cible et la suivent sans avoir besoin d'être guidés à distance par un opérateur. « Le drone fonctionne alors sans pilote et, s'il subit un brouillage, cela est sans importance car il n'utilise pas de GPS », précise Lorenz Meier, PDG d'Auterion, qui conçoit des logiciels pour les drones.

Auterion, dont le siège se trouve à Arlington, en Virginie, a ouvert un bureau de recherche et de développement avec vingt salariés en Ukraine, en septembre 2023. Selon M. Meier, en dehors de la Chine, Kiev est la capitale mondiale des drones. Une vaste chaîne d'approvisionnement pour les pièces détachées a été mise en place et les restrictions pour les essais y sont moindres qu'en Occident.

En revanche, construire un drone aux Etats-Unis peut s'avérer onéreux. Les politiques visant à protéger les appareils contre le piratage et à assurer leur durabilité sur le champ de bataille restreignent les pièces pouvant être utilisées, leur lieu d'achat et le moment où les logiciels peuvent être mis à jour.

Ces politiques, combinées au désir de certaines entreprises américaines de garder un contrôle total sur le matériel et les logiciels, signifient que les drones américains sont souvent très difficiles à modifier, comme les Ukrainiens en ont l'habitude, affirment les entrepreneurs du secteur.

Par ailleurs, il existe peu d'endroits où les drones peuvent être testés à distance en raison des risques de collision avec des avions. En Ukraine, seuls les avions militaires sont autorisés à voler, le ciel est donc beaucoup moins encombré.

La réputation d'innovation des fabricants de drones ukrainiens incite certaines entreprises occidentales – dont les engins ont eu beaucoup de mal à faire face aux systèmes de guerre électronique russes – à essayer de renforcer leurs liens avec eux.

« AeroVironment étudie les possibilités d'acquisition et de partenariat en Ukraine et ailleurs, mais n'a pas encore conclu d'accord, confie Trace Stevenson, directeur général des systèmes non pilotés de l'entreprise. L'Ukraine est un marché intéressant, de nombreuses technologies y sont déployées rapidement et sont testées dans le monde réel. »

Les drones Switchblade de l'entreprise américaine sont déployés en Ukraine depuis la première année du conflit. AeroVironment utilise une technologie qui permet à un drone de retourner à l'endroit de sa dernière connexion lorsque ses communications sont coupées, au lieu de tomber. Il a également commencé à utiliser un système de changement de fréquences, mais M. Stevenson estime que la Russie ne tardera probablement pas à pouvoir le neutraliser.

« Nous prévoyons que cela fonctionnera pendant six mois, estime M. Stevenson à propos de ces changements. C'est un jeu du chat et de la souris permanent. »

Lockheed Martin a, quant à lui, conclu un accord de collaboration avec la société Terminal Autonomy, basée à Kiev, qui fabrique des drones légers et peu coûteux.

« Les deux entreprises coopèrent en vue d'une éventuelle participation à Replicator, un projet du ministère de la Défense visant à déployer des milliers de petits drones autonomes », déclare Francisco Serra-Martins, PDG de Terminal Autonomy.

Un porte-parole de Lockheed Martin indique que l'entreprise « exploite les technologies émergentes pour relever les défis changeants d'un espace de combat plus complexe ».

Afin de faire progresser le développement des drones aux Etats-Unis, la Defense Innovation Unit (DIU), un service du ministère de la Défense, a assoupli certaines de ses exigences concernant les drones qu'elle certifie pour leur utilisation sur le champ de bataille. Le nombre de composants autorisés que les fabricants peuvent intégrer est passé de 5 à 36, ce qui facilite l'échange de pièces, et le délai d'approbation des mises à jour logicielles est passé de trois mois à moins de quatre jours.

En dehors du programme DIU, les entreprises de drones qui vendent leurs produits au ministère de la Défense attendent souvent plus d'un an pour obtenir l'approbation de leurs mises à jour logicielles.

« Ces améliorations ne résoudront pas à elles seules le problème de l'Amérique, qui n'arrive pas à construire des drones suffisamment rapides et bon marché ou dotés de meilleures défenses contre la guerre électronique », regrette Trent Emeneker, chef de projet et contractant à l'UDI.

« Sommes-nous proches de là où nous devrions être ? La réponse est non, reconnaît M. Emeneker. Même si nous avons fait des progrès, nous sommes plus en retard aujourd'hui qu'il y a deux ans et demi. »

Alistair MacDonald et Heather Somerville

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Samuel Oberman)

Edited from the original

PORTABLE

Suite de la page 1

table, dont les élèves se servent à longueur de journée pour faire tout et n'importe quoi, de l'envoi de messages à leurs parents et à leurs amis à la réalisation de vidéos de bagarres en passant par le harcèlement de leurs camarades sur les réseaux sociaux.

À la rentrée, le district du comté de Clark, cinquième plus grand système scolaire du pays, qui englobe Las Vegas, va exiger de tous les élèves de la sixième à la terminale qu'ils rangent leurs téléphones dans des pochettes non-verrouillées bloquant tout

signal. La Floride et l'Indiana figurent parmi les États qui ont voté des lois interdisant les téléphones pendant les cours, mais la rigueur de ces politiques varie encore en fonction des districts.

À Los Angeles, qui compte 800 campus et 414 000 élèves, mettre en place une nouvelle politique promet d'être une tâche monumentale.

« Les recherches sont claires : les effets sont néfastes sur les enfants, la santé mentale, la santé physique, leurs résultats scolaires », explique Nick Melvoin, membre du comité scolaire. Il dit espérer qu'une politique à l'échelle de tout le district facilitera la tâche aux professeurs et aux chefs d'établissements pour mettre en œuvre un changement culturel :

« Ça me va de jouer le méchant flic dans ce cas. »

Dana Gil, professeur d'anglais dans un lycée de Los Angeles, rapporte que les élèves sortent leurs téléphones dès qu'ils se sentent nerveux ou qu'ils ne savent pas trop comment faire un travail scolaire. « C'est plus un outil de réconfort émotionnel qu'autre chose », affirme Mme Gil. Elle approuve cette interdiction qui à ses yeux sera un moyen d'aider les élèves à franchir ces obstacles sans leurs téléphones et à apprendre à socialiser avec leurs pairs.

Certains enseignants et parents estiment que l'interdiction des téléphones portables est le seul moyen de reprendre le contrôle de la classe. Une interdiction permettrait aux élèves de rester concentrés et loin des réseaux sociaux potentiellement nuisibles pour eux. Cette semaine, le ministre de la Santé américain a demandé que les plateformes de réseaux sociaux affichent des mises en garde pour rappeler aux parents qu'ils ne sont pas inoffensifs.

Certains parents avancent qu'ils ont besoin de pouvoir joindre leurs enfants en cas d'urgence. Au début de l'année, un sondage a révélé que seuls un tiers des parents des écoles publiques étaient en faveur d'une interdiction des téléphones portables pendant la journée d'école.

Des districts comme celui de Los Angeles devraient collaborer étroitement avec les parents pour toutes les politiques,

estime Zach Rausch, chercheur associé à l'université de New York, afin de ne pas « courir

Des parents sont opposés à l'idée de ranger les téléphones dans un lieu donné pendant les cours, beaucoup se disant inquiets en cas d'urgence et affirmant que cela nuirait au moral des élèves

le risque que les parents aient l'impression qu'on leur dicte ce qu'ils doivent faire. »

Alberto Carvalho, directeur du LAUSD, a déclaré le 18 juin que ce vote marquait le début de plusieurs mois de discussions entre parents, enseignants, élèves et chefs d'établissements afin de gagner l'adhésion à une politique.

Quelques centaines d'élèves et des dizaines de parents d'un lycée du nord-est de Los Angeles ont affirmé dans un récent sondage qu'ils étaient opposés à une proposition consistant à ranger les téléphones dans un lieu donné

pendant les cours, beaucoup se disant inquiets pour leur sécurité en cas d'urgence et affirmant que cela nuirait au moral des élèves.

M. Rausch, à la tête d'une équipe de chercheurs ayant publié un livre souvent cité sur les dégâts provoqués par l'usage du téléphone portable chez les jeunes, explique que l'interdiction totale n'est pas facile à mettre en œuvre mais qu'elle n'est pas impossible.

« J'imagine que cela ne se fera pas sans heurts, mais ce que nous constatons c'est que dans toutes les écoles qui ont réussi à interdire totalement le téléphone, nous n'avons jamais rencontré personne qui le regrette », déclare-t-il.

Le comité scolaire de Los Angeles a déclaré qu'il défendrait le vote d'une loi au niveau fédéral et de l'État pour limiter l'usage du téléphone portable à l'école.

Gavin Newsom, gouverneur de Californie, a annoncé le 18 juin qu'il soutenait les initiatives législatives visant à limiter l'usage des smartphones en milieu scolaire.

« Lorsque les enfants et les adolescents sont à l'école, ils doivent se concentrer sur leurs études, pas sur leurs écrans » a expliqué le démocrate.

Pendant la réunion du comité scolaire du 18 juin, nombre de professeurs et de parents de Los Angeles se sont déclarés en faveur de l'interdiction et ont reconnu qu'il était difficile de limiter l'usage du portable en cours.

Malinda Marcus, professeur de 4^e au collège William Mulholland Middle School de Los An-

geles, explique que les élèves deviennent agressifs lorsqu'elle doit leur confisquer leur téléphone.

« Mes élèves sont prêts à tout et à n'importe quoi pour jeter un oeil à leur portable pendant les cours » rapporte-t-elle. « Le temps que je passe à gérer les téléphones portables serait bien mieux utilisé à aider les enfants à rattraper les retards d'apprentissage accumulés pendant la Covid. »

Certains membres du comité émettent des réserves sur cette interdiction, qui selon eux pourrait avoir des effets négatifs sur les élèves défavorisés et s'avérer compliquée à mettre en œuvre.

« Avoir son portable est un droit civique » estime George McKenna, membre du comité.

Neel Thakkar, qui sera en terminale à la rentrée prochaine dans une école privée sous contrat de la vallée de San Fernando, dit être constamment entouré de téléphones portables au lycée et affirme soutenir l'interdiction. Il ne sait pas si ses camarades seront de son avis.

« Les lycéens ne voient que le court terme », explique M. Thakkar, et ils ne sont pas autant au fait des études montrant les dégâts des réseaux sociaux sur la santé mentale. « Ils sont focalisés sur la gratification immédiate. »

Sara Randazzo et Alyssa Lukpat

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Bérangère Viennot)

Edited from the original



USA TODAY NETWORK/SIPA USA/SIPA

Les professeurs sont confrontés à un usage envahissant du portable, dont les élèves se servent toute la journée.

INFLUENCEUR

Suite de la page 1

contenu publié, le temps qu'ils y consacrent (temps plein ou temps partiel) et leur ancienneté dans le métier. Ceux qui se sont lancés pendant la crise sanitaire et se sont spécialisés dans des niches comme la mode, l'investissement ou les astuces du quotidien disent ainsi avoir profité de la ruée vers les réseaux sociaux provoquée par les confinements.

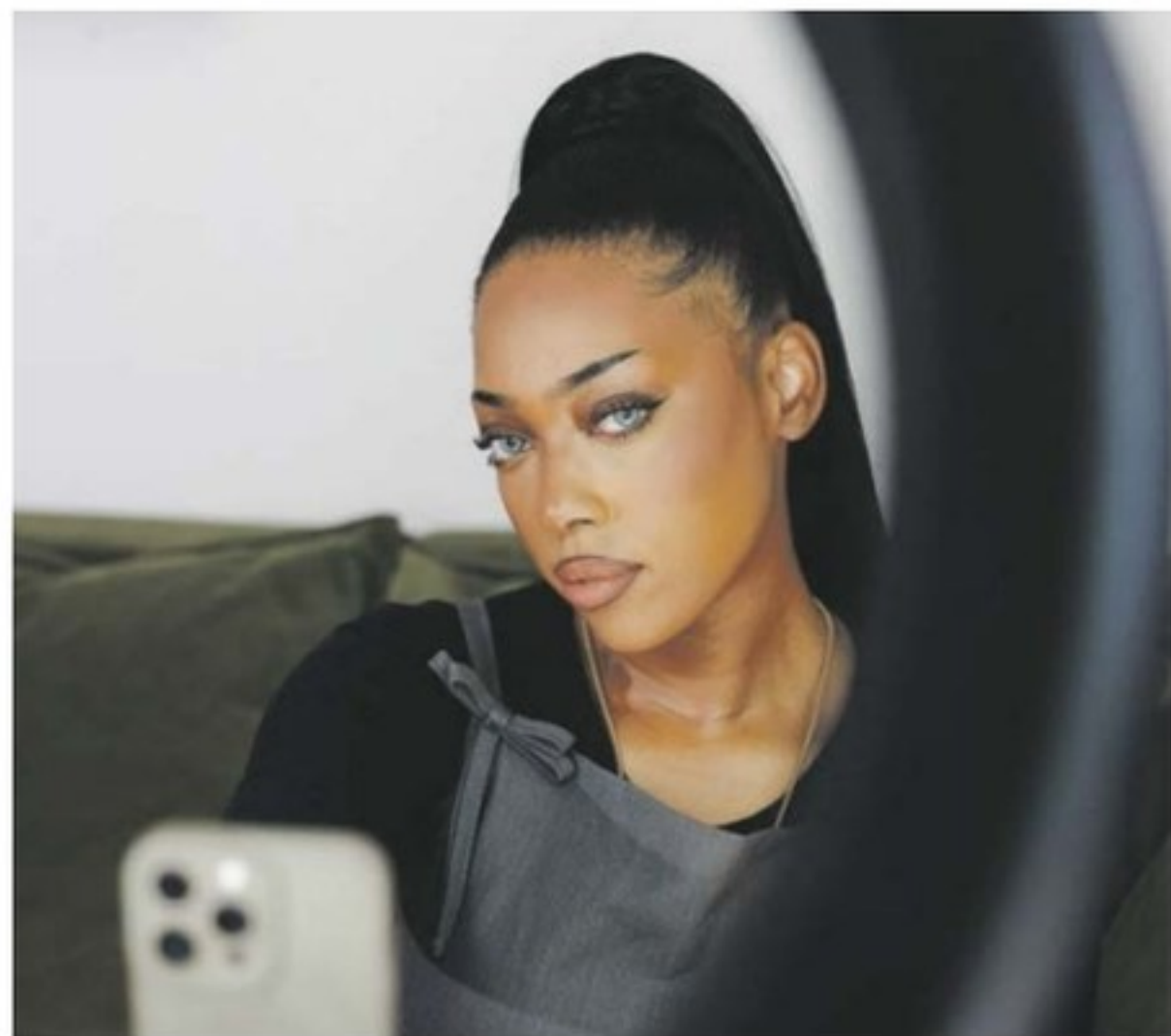
Une poignée de créateurs ont accédé à la célébrité, propulsant leur métier dans la liste des jobs de rêve d'un certain nombre d'adolescents (et d'adultes). Pourtant, en coulisses, les choses sont beaucoup moins glamour. Il faut publier, publier et publier sans relâche pour ne pas finir aux oubliettes. Les influenceurs passent

Comme les autres travailleurs indépendants, les influenceurs n'ont ni congé payé ni employeur pour financer leur couverture santé ou leur retraite, ou leur offrir les avantages que les entreprises proposent généralement à leurs salariés

donc leurs journées à planifier, réaliser et préparer leurs posts tout en essayant de se rapprocher des annonceurs et en discutant avec leurs fans.

« C'est beaucoup plus de travail que la plupart des gens ne l'imaginent, souligne Jasmine Enberg, analyste chez Emarketer. Les créateurs qui gagnent leur vie grâce aux contenus en produisent depuis des années. Avoir du succès du jour au lendemain, c'est très rare. » Et comme les autres travailleurs indépendants, les influenceurs n'ont ni congé payé ni employeur pour financer leur couverture santé ou leur retraite, ou leur offrir les avantages que les entreprises proposent généralement à leurs salariés. Conjuguée à une inflation toujours forte et des taux d'intérêt élevés pour les prêts immobiliers, la situation complique la vie des créateurs de contenu.

« Tout augmente, surtout l'alimentation », soupire ainsi Jason Cooper, qui vit à Mobile, dans l'Alabama.



JESSICA PONS FOR THE WALL STREET JOURNAL

Danisha Carter, 26 ans, possède 1,8 million de followers sur TikTok, où elle parle de beauté et de sport, mais aussi de vie amoureuse ou de harcèlement en ligne.

Il y a quelques années, il a imaginé une marionnette-chaussette impertinente baptisée Sock Cop, qui fait des blagues un peu ringardes sur TikTok et Twitch. M. Cooper gagne actuellement entre 500 et 600 dollars, presque entièrement grâce aux pourboires, et pense qu'il pourrait engranger bien plus d'argent en passant à temps plein.

Mais sans certitude que le plan va fonctionner, ce père de famille de 37 ans n'a pas envie de quitter son emploi dans le marketing et de perdre sa couverture santé. C'est donc le soir et le week-end qu'il se consacre à Sock Cop. S'il avait plus de temps, il ferait beaucoup plus de vidéos : « Il faut nourrir la bête », sourit-il.

Des plateformes moins généreuses

Le fonds créé par TikTok pour rémunérer les créateurs qui publient du contenu sur sa plateforme leur a versé un milliard de dollars entre 2020 et 2023. D'autres l'ont imité : Short, concurrent de TikTok et filiale de YouTube, les a rémunérés entre 100 et 10 000 dollars par mois grâce à un mécanisme temporaire. Même chose pour Instagram et le programme Reels Play, ou pour Spotlight, celui de Snapchat, qui versait un million de dollars par jour à ses influenceurs stars.

Sauf qu'aujourd'hui, les plateformes ont modifié la façon dont elles rémunèrent les créateurs de contenu

Pour être éligible au programme de TikTok, il faut désormais avoir au moins 10 000 followers et au moins 100 000 vues au cours du mois écoulé. Instagram teste un programme temporaire, accessible sur invitation uniquement, qui rétribuera les Reels et les photos.

De son côté, YouTube a lancé l'an passé un dispositif de partage des revenus publicitaires dans le cadre duquel les créateurs qui ont plus de 1 000 abonnés et 10 millions de vues de leurs Shorts sur les 90 derniers jours reçoivent 45% des recettes engrangées par les publicités diffusées entre les posts. Snapchat reverse lui aussi une partie des recettes publicitaires aux créateurs qui remplissent certains critères (au moins 50 000 followers et 25 millions de vues par mois, entre autres). Par ailleurs, son programme Spotlight fonctionne toujours.

Mais pour les créateurs qui font partie de ces dispositifs, l'argent est loin de couler à flots.

Yuval Ben-Hayun s'est fait connaître sur TikTok en 2020 pour ses vidéos sur Wordle, un jeu de lettres en ligne. Puis, au fil du temps, le New-Yorkais s'est diversifié dans les contenus linguistiques et pédagogiques.



RAJAH BOSE FOR THE WALL STREET JOURNAL

Sur TikTok, YouTube et Twitch, Clint Brantley commente l'actualité et les tendances du jeu en ligne Fortnite. Les revenus qu'il en tire sont imprévisibles, alors le jeune homme de 29 ans préfère rester vivre chez sa mère.

Début 2023, son activité lui rapportait quelque 4 000 dollars par mois.

Après la fermeture de son fonds, TikTok a testé d'autres solutions pour rémunérer les créateurs de contenu. Selon le presque trentenaire, en mars, il touchait entre 200 et 400 dollars par million de vues. Et la rémunération a baissé depuis, alors que son nombre d'abonnés, lui, atteint désormais 2,9 millions.

Les followers sont toujours là, mais l'argent a disparu : il y a peu, il n'a touché que 120 dollars pour une vidéo qui avait pourtant fait 10 millions de vues.

Même agacement chez Danisha Carter : TikTok et les autres plateformes ont présenté la création de contenu comme un vrai métier, avant d'en supprimer la rémunération. Alors que c'est grâce au travail des influenceurs que les consommateurs sont aujourd'hui accros aux flux de contenu qui rapportent des millions de dollars de chiffre d'affaires aux réseaux sociaux.

A 26 ans, la jeune femme possède 1,8 million de followers sur TikTok, où elle parle de beauté et de sport, mais aussi de vie amoureuse ou de harcèlement en ligne. Chacune de ses vidéos est vue des centaines de milliers de fois. Pourtant, selon elle, TikTok ne lui a versé que 12 000 dollars au total. Elle vend des produits dérivés, à hauteur de 5 000 dollars l'an passé.

« Les créateurs doivent toucher un pourcentage juste de ce que les applis gagnent grâce à eux, affirme-t-elle. Il faut plus de transparence sur la façon dont on est payés et plus de cohérence. »

La porte-parole de TikTok n'a pas souhaité commenter.

YouTube a indiqué avoir versé plus de 70 milliards de dollars aux créateurs, artistes et médias ces trois dernières années, précisant que plus de 25% des chaînes qui font partie du dispositif de partage des revenus publicitaires gagnent de l'argent grâce à lui.

« Nous consacrons toute notre énergie à ce qui compte le plus pour nos créateurs, nos utilisateurs et nos annonceurs », a précisé sa porte-parole.

Un avenir sans TikTok ?

Pour de nombreux créateurs et annonceurs, c'est TikTok, pionnier des vidéos courtes, qui est le champion de l'engagement. Depuis son lancement en 2016, la plateforme a conquis plus de 170 millions de personnes aux États-Unis, dont un tiers d'adultes,

souligne le Pew Research Center. En moyenne, un utilisateur passe 78 minutes par jour sur l'application, estime le cabinet SensorTower.

Sauf que TikTok risque de ne plus être disponible très longtemps outre-Atlantique, à minima sous sa forme actuelle. En avril dernier, le président Biden a validé la loi qui prévoit la cession de la plateforme ou son interdiction d'ici au 19 janvier 2025, un texte adopté par crainte que TikTok constitue une menace pour la sécurité nationale. Sa maison-mère, le groupe chinois ByteDance, a répondu qu'elle ne pouvait pas et ne voulait pas céder ses activités aux États-Unis et a engagé des poursuites contre l'Etat, estimant que la loi enfreint le premier amendement. Plusieurs créateurs de contenu ont fait la même chose. La Cour d'appel de Washington étudiera les dossiers au mois de septembre.

« Perdre TikTok, ce serait une catastrophe », s'inquiète Brandon Granberg, 31 ans, créateur de contenu à Bayville, dans le New Jersey. Il s'est fait connaître pour ses interactions loufoques avec des inconnus et a mis deux ans à percer, avant qu'une de ses vidéos ne devienne virale.

Celui qui n'avait alors que 5 000 abonnés en a subitement compté plus d'un million. Il a récemment gagné 1 000 dollars grâce à un programme TikTok baptisé TikTok Creative Challenge, qui rémunère les créateurs pour des vidéos publicitaires qui n'apparaissent pas sur leurs profils personnels. Il a également touché 2 800 dollars en produisant quatre vidéos TikTok qui faisaient la promotion d'un site web dédié aux fétichistes des pieds. Il dit avoir trouvé ça un peu glauque, mais il avait besoin d'argent.

S'il n'a pas fait beaucoup d'autres posts sponsorisés, l'an passé, il a nettement amélioré ses revenus en produisant des vidéos marketing pour des PME. En général, ses clients le trouvent sur TikTok. « Donc si TikTok est interdit, je vais vraiment en souffrir », s'inquiète-t-il.

Des goûts et des algorithmes qui évoluent

Cette année, selon Emarketer, les créateurs de contenu américains devraient gagner 13,7 milliards de dollars, la majorité (59%, soit 8,14 milliards de dollars) provenant des partenariats avec les marques.

Ces dernières ont toujours mieux rémunéré les influenceurs que les réseaux sociaux ou les fans qui achètent des produits dérivés ou donnent des pourboires. Mais désormais, les annonceurs veulent plus que des abonnés en grande quantité, soulignent agents des créateurs et spécialistes de la communication. Ils veulent de l'engagement (c'est-à-dire des posts enregistrés ou partagés) et des informations sur la composition de l'audience des influenceurs.

« Les marques s'intéressent à des variables plus difficiles à prévoir et plus difficiles à valoriser pour les créateurs de contenu », explique Sarah Peretz, consultante en stratégie à Los Angeles qui négocie des contrats et des partenariats avec les annonceurs. Certaines marques laissent par ailleurs moins de latitude que par le passé à leurs influenceurs, regrette Sarah Steele, 34 ans. Cette habitante de Tulsa, dans l'Okla-homa, fait des vidéos depuis 2020 sur sa vie de maman qui travaille. « Aujourd'hui, c'est "on vous paie et voilà ce que vous devez dire" », soupire-t-elle.

En début d'année, un annonceur l'a poussée à intégrer les mentions légales à ses posts Instagram. « J'avais l'impression de lire un prompteur, s'agace-t-elle. Si j'étais consommatrice, ça me dégoûterait un peu de la marque. »

Conséquence des changements d'algorithme ou d'élé-

Les marques s'intéressent à des variables plus difficiles à prévoir et plus difficiles à valoriser pour les créateurs de contenu

ments sur lesquels ils n'ont aucune prise, les créateurs de contenu ont aussi de plus en plus de mal à attirer les utilisateurs. Et si les annonceurs sont de plus en plus enclins à travailler avec des influenceurs, « le surcroît d'activité intensifie la concurrence », analyse Mme Peretz.

Pour Jess Hunichen, cofondatrice de l'agence d'influenceurs Shine Talent Group, les marques ont aussi tendance à vouloir tra-

vailler avec moins de créateurs sur des périodes longues plutôt que conclure des séries de petits partenariats éphémères.

Elle a fondé son agence en 2015, quand le marketing d'influence était balbutiant et TikTok n'existait pas. A l'époque, un partenariat entre une marque et un influenceur se négociait en moyenne moins de 1 000 dollars. Aujourd'hui, le budget oscille plutôt autour de 10 000 dollars, selon elle.

Une activité toujours lucrative

Ronit Halmos vit à Los Angeles et fait des vidéos TikTok depuis le début de l'année. Elle y parle des restaurants et des bars qu'elle a testés avec « du style et de l'humour ».

A 27 ans, cette recruteuse dans l'informatique vient de conclure le premier contrat de publicité de sa vie : une marque de kombucha lui propose de faire un post de trente secondes pour parler de sa nouvelle gamme. Même si la vidéo a attiré moins de vues que celles qu'elle fait d'habitude, Mme Halmos a gagné 1 500 dollars pour une demi-heure de travail.

Tyler Haven, lui, voyage dans le nord-ouest de l'Amérique. Il facture entre 250 et 300 dollars la vidéo promotionnelle que la marque peut diffuser sur ses réseaux sociaux, et environ 1 200 dollars pour les posts destinés à son compte Instagram (où il a plus de 41 000 abonnés) ou son compte TikTok (où il possède plus de 10 000 followers).

Depuis le mois de janvier, il publie des vidéos qui racontent sa « van life » avec sa femme, Oak Haven. Leur résidence principale ? Un Mercedes Sprinter TIN de 2004, aménagé et payé.

Il affirme qu'il n'a pas eu de mal à faire grandir son audience, sûrement parce que ses posts ne montrent pas une vie parfaite et inatteignable.

Il vient de démissionner pour se consacrer à la création de contenu à plein temps.

« Même si je ne gagne que 2 000 dollars par mois, ce qui n'est vraiment pas grand-chose, c'est moins que le loyer de la plupart des gens, je peux vivre », affirme-t-il.

Sarah E. Needleman et Ann-Marie Alcántara
(Traduit à partir de la version originale en anglais par Marion Issard)

Edited from the original

l'Opinion

Découvrez le dernier numéro du magazine
Luxe et Art de vivre 'O2



Rendez-vous du 21 au 27 juin 2024
Chez votre marchand de journaux
supplément offert avec l'Opinion du 21 juin

